

RAPPORT
ANNUEL
JUIN 2021

LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

OPCVM de droit français

Société de gestion

Amundi Asset Management

Sous déléataire de gestion comptable en titre

CACEIS Fund Administration France

Dépositaire

CACEIS BANK

Commissaire aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Sommaire

	Pages
Caractéristiques de l'OPC	3
Compte rendu d'activité	4
Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue	26
Informations spécifiques	27
Informations réglementaires	28
Certification du Commissaire aux comptes	32
Comptes annuels	39
Bilan Actif	40
Bilan Passif	41
Hors-Bilan	42
Compte de Résultat	43
Annexes aux comptes annuels	44
Règles et méthodes comptables	45
Evolution de l'Actif net	49
Compléments d'information	50
Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices	57
Inventaire	58
Complément d'information relatif au régime fiscal du coupon	65

Caractéristiques principales du fonds

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Code ISIN : (D) FR0000018756

OPCVM de droit français géré par Amundi Asset Management, société de Amundi

Objectifs et politique d'investissement

Classification AMF ("Autorité des Marchés Financiers") : Actions internationales

En souscrivant à LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP, vous investissez dans des actions d'entreprises internationales en dehors de la Communauté Européenne, tout en étant couvert du risque de change.

L'objectif de gestion de votre fonds est de réaliser une performance supérieure à celle de son indice de référence, le MSCI World hors Europe, couvert du risque de change (exprimé en euros - dividendes réinvestis), représentatif des principales capitalisations boursières internationales exceptées les capitalisations européennes.

Pour y parvenir, l'équipe de gestion sélectionne les entreprises dont le profil de croissance est estimé attractif ou qui sont sous-évaluées par le marché. La répartition géographique et sectorielle des entreprises sélectionnées peut évoluer à tout moment en fonction des perspectives de rendement anticipées. Des produits monétaires et obligataires peuvent également être sélectionnés.

Des instruments financiers à terme ou des acquisitions et cessions temporaires de titres peuvent être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition.

Le fonds peut détenir jusqu'à 100% de son actif net en parts ou actions d'OPC et/ou de fonds d'investissement.

LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP est éligible au PEA.

L'OPC est soumis à un risque en matière de durabilité au sens du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure ») tel que défini dans le profil de risque du prospectus.

Le résultat net du fonds est intégralement redistribué chaque année et les plus-values réalisées du fonds sont réinvesties ou redistribuées chaque année sur décision de la société de gestion.

Vous pouvez demander le remboursement de vos parts chaque jour, les opérations de rachat sont exécutées de façon quotidienne.

Recommandation : ce fonds pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 5 ans.

Profil de risque et de rendement

à risque plus faible, à risque plus élevé,

rendement potentiellement plus faible rendement potentiellement plus élevé

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	----------	---

Le niveau de risque de ce FCP reflète principalement le risque du marché des actions internationales sur lequel il est investi.

Les données historiques utilisées pour le calcul de l'indicateur de risque numérique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM. La catégorie de risque associée à ce fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps.

La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Le capital initialement investi ne bénéficie d'aucune garantie.

Les risques importants pour l'OPCVM non pris en compte dans l'indicateur sont :

- Risque de crédit : il représente le risque de dégradation soudaine de la qualité de signature d'un émetteur ou celui de sa défaillance.
- Risque de contrepartie : il représente le risque de défaillance d'un intervenant de marché l'empêchant d'honorer ses engagements vis-à-vis de votre portefeuille.
- L'utilisation de produits complexes tels que les produits dérivés peut entraîner une amplification des mouvements de titres dans votre portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut avoir un impact négatif sur la valeur liquidative de votre portefeuille.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Compte rendu d'activité

Mars 2020

Les indices sont repartis à la baisse dès le 5 du mois, lorsque le nombre de cas d'infections enregistrés aux Etats-Unis a décollé, que la Californie a déclaré l'état d'urgence et que certains GAFAs ont renvoyé leurs employés à la maison. La dynamique baissière s'est nourrie quelques jours plus tard de la rupture des négociations entre l'OPEP et la Russie qui négociaient pour répartir de nouvelles limitations de production. Le baril de Brent qui avait commencé le mois sur le seuil des 50\$ a perdu 25% sur la seule séance du 9 mars. Les indices européens et US ont décroché de plus de 7% ce jour-là, déclenchant la mise en œuvre de coupe-circuits à Wall Street pour la première fois depuis 2013. En l'espace d'une dizaine de jours, les réponses budgétaires et monétaires se sont accumulées sans pouvoir inverser la tendance. Un "whatever it takes" de 500Md€ en Allemagne, des plans de 20Md£ au Royaume-Uni, de 37Md€ de la Commission Européenne, de 13% du PIB en Espagne et de 50Md\$ aux Etats-Unis sont restés sans effets apparents. Choux blancs également pour une baisse de 50pdb des taux anglais et américains, le relèvement de 20 à 32Md€ du QE mensuel de la BCE et des 200Md£ pour celui de la BoE. Les enveloppes de 300Md€ en France, et de 330Md£ en Angleterre pour garantir des prêts bancaires, les 750Md\$ mis sur la table par la Fed pour racheter des bons du trésor et des MBS, la réouverture par la Fed de ses guichets de refinancement exceptionnels et une baisse des taux de réserves obligatoires en Chine n'ont pas fait bouger les lignes non plus. Le renforcement des mesures de confinement, notamment aux Etats-Unis, une succession des signaux macro-économiques alarmistes et les difficultés de trouver un accord bi-partisan aux Etats-Unis pour faire adopter le plan de soutien ont pesé plus lourd. Deux nouvelles séances de baisse historiques les 12 et 16 mars, au cours desquelles le S&P a décroché de plus de 21% et le Stoxx600 de plus de 16% ont été le point d'orgue de la séquence de baisse. Entre le 19 février et le 23 mars, le MSCI AC et le S&P ont abandonné près de 34% ; le Stoxx600 plus de 35%. Le MSCI EM un peu plus de 30% ; le Nikkei un peu moins. Il a fallu attendre le 24 mars et l'accord trouvé entre républicains et démocrates pour accoucher d'un plan porté finalement à 2.2tr\$ pour que la tendance s'inverse. L'annonce la veille au soir de la mise en œuvre de rachats, sans limites, par la Fed a poussé dans le même sens. En trois séances, le Nikkei a repris plus de 18% sur ses plus bas, le S&P plus de 17%, le MSCI AC 15%, le MSCI EM 12%. Le Stoxx600 a lui repris 14,6% soutenu par un vaste plan de rachat d'obligations souveraines et d'entreprises à hauteur de 750Md€ de la BCE. L'inscription de 3 millions de chômeurs de plus sur la troisième semaine du mois n'a pas réussi à enrayer le rebond. L'accélération des infections et des décès aux Etats-Unis, et les craintes grandissantes sur la capacité des entreprises à payer leurs dividendes ont calmé le jeu sur les toutes dernières séances de mars. La demande aux banques de la BCE et de la PRA de suspendre leurs dividendes et rachats d'actions est venue enfoncer le clou. Sur le mois, le MSCI AC a perdu 13,4%. La baisse a été relativement homogène. Ce sont les marchés perçus comme plus défensifs qui ont le mieux résisté. Le Nikkei et le S&P ont abandonné respectivement 10,5% et 12,4% en monnaies locales. L'Europe (-14,4%) s'en est moins bien sortie, tout comme le MSCI EM (-15,4%) en dépit de la meilleure tenue de sa composante Asie (-11,7%) qui a bénéficié du recul de l'épidémie et des indicateurs de reprise d'activité en Chine (MSCI China -6,6%, Shanghai -6,6%). En Europe, plusieurs thématiques se sont disputées les scores les plus sévères : les mesures de limitation de circulation et de confinement et leur corolaire le choc sur la demande bien sûr. La solidité financière et la capacité à verser un dividende et les expositions géographiques ont lourdement pesé à la fois sur les cycliques et... les moins cycliques. Ces lignes de partage expliquent en particulier la grande dispersion des performances intra-sectorielles. Les transports et loisirs et les banques ont été les victimes expiatoires du mois, en décrochant de pratiquement 30%. L'arrêt de l'activité, avec des bases de coûts fixes élevées, ont emporté les premiers ; la crainte de voir les encours douteux fortement progresser et la suspension des dividendes les seconds. L'auto a fortement réagi aux messages de prudence émis par les acteurs et l'effondrement des immatriculations en Europe. Même constat pour les biens et services industriels et l'immobilier, pour ce dernier plombé par le segment de l'immobilier commercial. Tous, ont reculé de plus de 20%. La construction (et ses concessions autoroutières et aéroportuaires), les media et l'assurance ont suivi de près. Cette thématique du retour aux actionnaires a également pesé sur les utilities et les télécoms qui n'ont pas vraiment profité de leur profil défensif. Ce sont les entreprises les plus endettées qui les ont plombés. Les autres défensives ont mieux résisté. La santé ne perd que 2,8%. Les boissons & alimentation (-7,9%), les biens de consommation (-9,3%) et la distribution (-9,3%) ont bénéficié de la forte hausse des achats de précaution des ménages. En termes géographiques, c'est la Suisse (-3,9%) qui a le mieux tiré son épingle du jeu parmi les marchés les plus importants grâce à ses pharmaceutiques et ses bilans solides. Le FTSE a également mieux résisté (-13,4%) grâce à la faiblesse de la livre. A l'autre extrémité du spectre, l'Espagne (-22,1%) et l'Italie (-22,4%), ont été

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

sanctionnées à la hauteur de leurs expositions à l'épidémie. Le CAC et le DAX finissent en ligne avec les indices. Au sein du S&P (-12,4%), on retrouve les mêmes tendances. Sous-performances des cycliques et des financières et meilleure tenue des défensives. Chez eux, les utilities et les télécoms ont mieux résisté qu'en Europe. A l'inverse, la plus forte pondération des vecteurs amont et services au sein des pétrolières a coûté très cher au secteur (-36,5%) qui a reculé plus lourdement qu'en Europe. Au sein du MSCI EM (-15,4%), c'est l'Asie (-11,7%) et sa composante Chine (-6,6%) qui ont permis de limiter la casse. Les chiffres symboliques de nouvelles infections et les indicateurs de reprise d'activité ont soutenu la tendance. A l'inverse, le LatAm (-34,5%) et dans une moindre mesure l'EMEA (-19,4%) ont réalisé les pires performances du mois, victimes de dégagements importants. Les devises émergentes ont suivi en enregistrant un repli de plus de 8% au profit des devises principales, dollar, euro et yen en tête. Sur le front des matières premières, le choc déjà perceptible sur la demande et le déclenchement d'une guerre des prix entre l'OPEP et la Russie ont fait exploser en vol le prix du baril (-55% pour le Brent). Sur le mois de mars, le portefeuille a réalisé une performance de -14,6%. Le fonds est exposé à 80% aux Etats-Unis, à 10% au Japon et 4% sur le Canada.

Avril 2020

Le rebond entamé sur la dernière semaine du mois de mars à la faveur des mesures adoptées par les banques centrales "développées" et les gouvernements s'est poursuivi en avril à un rythme plus mesuré. Dans une configuration technique assez classique. Globalement, les indices actions ont récupéré une petite moitié de ce qu'ils ont abandonné dans la première patte de baisse. Ainsi, après avoir perdu plus de 33% entre la mi-février et la mi-mars, le MSCI AC a repris environ un tiers de cette baisse sur les 10 derniers jours de mars et un quart supplémentaire sur le mois d'avril, ramenant son recul depuis son point haut à 15,6%. Même schéma, à peu de choses près, pour le S&P500 (-33,9% de baisse au point bas, +12,8% en avril et -14% vs le point haut à fin avril) et le Nikkei (-31,3% de baisse, +6,7% en avril et -16,2% vs le point haut). En Europe, la baisse du Stoxx600 avait été marginalement plus importante (-35,4%). Son rebond l'a également été. Après un gain de 6,6% sur le mois d'avril, il affiche encore, à fin avril, un recul de 21,6% par rapport à son point haut du 19 février dernier. Un tiers de repris contre pratiquement une moitié sur les autres indices développés. Partout, les indices de volatilité se sont sensiblement repliés. Deux facteurs expliquent ce décalage. Le poids plus faible en Europe des représentants de la nouvelle économie qui ont beaucoup mieux résisté dans la baisse et ne s'en sont pas moins bien comportés dans le rebond. Et le facteur "dividendes" qui a lourdement pesé sur certains compartiments de la cote. La pression mise par les autorités monétaires et par certains états de suspendre les dividendes et les programmes de rachats a lourdement pesé sur les banques, les utilities et, dans une moindre mesure, les assurances et en a obéré leur rebond. Même constat sur les pétrolières, qui ont fini dans le rouge en Europe, notamment parce que RDS a annoncé une baisse des deux tiers de son dividende le dernier jour d'avril. Pour le reste, les marchés ont joué les mêmes facteurs. Les statistiques macroéconomiques ont envoyé des messages très clairs sur la violence du ralentissement à l'œuvre, notamment sur le front de l'emploi et de l'activité. Elle ont d'ailleurs conduit le FMI à prévoir une contraction des PIB en 2020 de plus de 6% pour les économies développées et de 1% pour les économies émergentes. Aux chiffres de PIB T1 publiés en fin de période - en retrait de 4,8% aux Etats-Unis, de 5,8% en France et de 6,8% en Chine, les investisseurs ont préféré jouer le ralentissement de l'épidémie et anticiper la fin annoncée du déconfinement des deux côtés de l'Atlantique et la poursuite des efforts des autorités pour soutenir la croissance. Les banques centrales toujours, avec la décision emblématique de Fed d'inclure les dettes des "fallen angels" dans ses programmes de rachat au sein d'un nouveau programme destiné à favoriser l'accès des entreprises au crédit. Celle de la BCE d'abaisser le taux de ses TLTRO, de lancer une nouvelle série d'opérations de refinancement à plus long terme (PELTRO). Et celle de la PBoC de procéder à des nouvelles baisses des taux de réserves obligatoires et d'un certain nombre de taux de base. Les états ensuite, avec l'adoption aux Etats-Unis d'une enveloppe supplémentaire de 484Md€ pour le "Paycheck Protection Program", destinée à soutenir les PME. En Europe, un plan de soutien de 540Md€ a été adopté par l'Eurogroupe. Au Japon, c'est plus de 1000Md\$ qui seront injectés par le gouvernement de Shinzo Abe. Les annonces des avancées sur des traitements prometteurs ont aussi soutenu la tendance en fin de période. Partout sur les marchés actions, les cycliques ont dominé les débats. En Europe, l'auto et les transports et loisirs ont affiché les meilleures performances. Les services financiers et la tech ont également pris plus de 10% grâce à la violente hausse des semi-conducteurs pour cette dernière, portés par un phénomène de reconstitution des stocks. Les biens et services industriels et les matériaux de base, la chimie ont suivi de près. Mais certaines défensives ont également bien tiré leur épingle du jeu : la santé (+9,6%) grâce à des bonnes publications trimestrielles et les biens de consommation qui ont surfé sur le violent rebond des midcaps anglaises et la bonne tenue du compartiment des HPC, un des gagnants du confinement.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Les bancaires, les défensives inversement sensibles aux taux sont restés à la traine. Les pétrolières ont même fini dans le rouge. En termes géographiques, parmi les grands marchés, le DAX et ses biais cycliques et exportatrices a surperformé. Aux Etats-Unis, les pétrolières, les matériaux de base et la conso discrétionnaire ont occupé le front de la hausse. La nouvelle économie et la santé leur ont emboîté le pas. Sur le marché obligataire, les taux "core" ont baissé partout. A la marge seulement aux Etats-Unis où le 10 ans s'est installé juste au-dessus des 0,6%. Plus nettement en Europe, en réponse aux nouvelles mesures de soutien de la BCE. Les "spreads" périphériques ont bougé en ordre dispersé. Le "spread" italien a sanctionné le blocage de l'Union sur la mutualisation des dettes souveraines et l'abaissement de sa note par une des grandes agences de rating. Les changes ont peu bougé, dollar en tête. L'eurodollar a continué de fluctuer autour du seuil des 1,09\$. Les changes émergents n'ont pas réussi à se stabiliser complètement. Sur le front des matières premières, le marché a jugé insuffisantes les nouvelles mesures de limitation de production de l'OPEP++. Le cours spot du WTI s'est établi ponctuellement à -42\$ le 20 du mois. Sur la période, le cours du brent a tout de même repris un peu de hauteur (+11,1%) à la faveur des anticipations de déconfinement aux Etats-Unis et en Europe et le retour à la normale des activités de production en Chine. Sur le mois d'avril, le portefeuille a réalisé une performance de 12.98%. Le fonds est exposé à 81% aux Etats-Unis, à 10% au Japon et 4% sur le Canada.

Mai 2020

Après avoir gagné 10% le mois précédent, les indices globaux actions se sont adjugés un peu moins de 5% supplémentaires en mai. Au-delà des actions, tous les actifs risqués ont suivi. Le cours du brent a rebondi de près de 40%. Les changes émergents ont récupéré 3,4%. Les rendements "high yield" se sont resserrés de 70 pdb en Europe, de 104 pdb aux Etats-Unis et ceux des dettes émergentes en dollar de 170 pdb. Le VIX s'est replié de près de 20% à 27,5%. Le MSCI AC a ainsi repris les deux tiers de ce qu'il avait perdu entre la fin février et la mi-mars (-11,3% vs -33,8%). Il ne recule plus que de 8.9% depuis le début de l'année. Plusieurs facteurs ont alimenté la poursuite de la hausse et le retour de l'appétence au risque. Côté symboles, la France et l'Allemagne ont proposé la création d'un Fonds de relance au niveau de l'Union Européenne d'un montant de 500Md€ dédié aux secteurs et aux régions les plus touchés par les effets de la pandémie, entièrement financé par des emprunts au nom de l'UE. On parle donc d'émission commune de dette et de transferts budgétaires directs plutôt que de prêts, jusqu'alors deux tabous pour Berlin. De l'autre côté de l'Atlantique, Mitch McConnell, le patron des républicains au Sénat a laissé entendre en fin de mois que le principe d'un second plan de soutien n'était plus à bannir. Aux US, comme en Europe, les indicateurs macro-économiques sont restés très mal orientés, notamment sur le front de la consommation et de l'emploi (14,7% de taux de chômage officiel aux US, sans doute beaucoup plus dans la réalité), même s'ils ont confirmé l'amélioration accompagnant le relâchement progressif des mesures de confinement. Des échos positifs sur l'avancée des recherches de vaccins ou de traitement du COVID ont également été salués par les investisseurs avec enthousiasme. Le retour à la normale de la production manufacturière en Chine a enfin soutenu le redémarrage des cours des matières premières et l'appétit pour un certain nombre de secteurs cycliques. Ce sont les marchés développés qui ont le mieux tiré leur épingle du jeu en mai. Le MSCI Euro a gagné 5%, le S&P 500 4,8%. En Europe, c'est le marché allemand (+6,7%) et ses cycliques exportatrices qui a dominé les débats au sein des grandes places. Le MIB italien (+3,8%) et le CAC français (+3,4%) sont arrivés bien derrière, plombés par quelques dossiers lourdement sanctionnés. Le biais cyclique des performances sectorielles est ressorti clairement. Au sein du Stoxx600 (+3,5%), la construction, les matériaux de bases, les biens et services industriels et la distribution sont arrivés en tête. La technologie est arrivée dans le même peloton. En dépit d'un sursaut sur la seconde moitié du mois, les financières ont de nouveau fini dans le rouge, tout comme les transports et loisirs, toujours plombés par les craintes des effets durables de la crise. Les pétrolières n'ont pas fait beaucoup mieux en finissant symboliquement dans le vert. Au sein du S&P (+4,8%), les biais sectoriels n'ont pas été très différents. Technologiques, matériaux, industrielles et consommation discrétionnaire en tête ; défensives à la traine. Deux différences : les pétrolières et les financières s'en sont moins mal tirées. Toujours dans les actions, les marchés émergents sont restés à la traine en dépit des forts rebonds enregistrés par des géographies très sensibles aux cours des matières premières, pétrole en tête, comme le Brésil (+8,6%) et la Russie (+6,5%). C'est le MSCI Asie qui a pesé (-0,5%) en raison de la contre-performance de ses composantes Chine (-0,5%) et Inde (-3,8%). Une reprise un peu poussive de la consommation, des réponses budgétaires jugées parfois insuffisantes et le retour des tensions entre Pékin et Washington ont pesé sur les indices. Le retour des troubles à Hong-Kong a, enfin, coûté cher au Hang Seng (-6,3%). Sur le marché obligataire, c'est la polémique sur les taux négatifs là où ils ne prévalent pas encore qui a occupé les esprits et façonné une partie des prix. Le 7 du mois, les

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

"futures" "Fed funds" d'août ont pricé des taux négatifs aux Etats-Unis. Toute la courbe a suivi, le 2 ans tombant à 0,13%. Les choses se sont infléchies en fin de période avec le retour des tensions sino-américaines. Même tendance au UK où le 2 ans est tombé à -0,03%. Contrairement à la Fed qui a repoussé l'usage de taux négatifs, la BoE a annoncé que la question était sous revue officielle. Dans l'Eurozone, après un début de mois difficile en raison de la décision de justice en Allemagne mettant en doute la légalité de certaines dispositions du PEPP, les "spreads" périphériques sont violemment repartis à la baisse, le BTP 10 ans finissant à 1,43%, 33 pdb en dessous de ses niveaux de début de mois. Le dollar a perdu du terrain contre toutes devises, traduisant la victoire de l'appétit au risque, en dépit des tensions de fin de période. Deux bénéficiaires : l'euro porté par le compromis franco-allemand et les devises émergentes. La livre a été le principal perdant du mois (-2% vs \$) en raison des blocages des conversations sur le Brexit et du débat sur les taux. Un mouvement anachronique : le prix de l'once d'or est resté bien orienté, notamment en réaction aux très mauvais chiffres de l'emploi US. Sur le mois de novembre, le portefeuille a réalisé une performance de 3.26%. Le fonds est exposé à 81% aux Etats-Unis, à 10% au Japon et 4% sur le Canada.

Juin 2020

Les indices actions et les autres actifs à risques ont poursuivi sur leur lancée en juin. Mais la décélération à l'œuvre depuis le mois de mai s'est confirmée. Le MSCI AC s'est adjugé 3% supplémentaires. Après avoir perdu 32% au point bas de la mi-mars, il ne recule plus que de 6% depuis le début de l'année. A l'exception notable de l'Asie émergente (+8,3% pour le MSCI Asie) qui a continué de surperformer en juin, ce sont les zones géographiques les plus en retard depuis le début de l'année et le creux de mars qui ont le mieux tiré leur épingle du jeu, marchés émergents (MSCI EM +7,4%) et l'Eurozone (MSCI Euro +5,3%) faisant sensiblement mieux que le Japon (+1,9%) et les Etats-Unis (+2% pour le S&P). Dans le même temps, le cours du baril de Brent s'est adjugé 16,5%, celui des métaux industriels plus de 7%. C'est la tonne de carbone qui a remporté la timbale en s'appréciant de plus de 26%. Un marché toujours en mode « risk on » en somme. La poussée de fièvre de la volatilité en milieu de période lorsque les régulateurs européens ont proposé de geler les dividendes bancaires et que les chiffres de la production industrielle et des exportations en Allemagne ont soufflé le froid n'a pas duré. Le VIX est revenu sur un niveau intermédiaire autour de 30%. Même s'il y a eu des exceptions, les indicateurs macro-économiques ont globalement envoyé des signaux confirmant la normalisation et plaidant pour une reprise en « V ». Cela a été particulièrement le cas avec les chiffres américains de l'emploi et de la consommation des ménages qui sont ressortis largement au-dessus des attentes. Cela n'a pas empêché les pouvoirs publics de prendre de nouvelles initiatives pour soutenir la reprise et conforter la solvabilité des agents économiques. Aux Etats-Unis, la Fed a ainsi élargi le spectre de ses programmes de rachats d'actifs en y adjoignant les crédits d'entreprises, tandis que le dialogue entre républicains et démocrates au sujet d'un nouveau plan de relance s'est intensifié. En Europe, la BCE a ajouté 600Md€ à son Pandemic Emergency Purchase Programme, portant l'enveloppe globale à 1,35Tr€, et en a repoussé l'échéance à la mi-2021. Berlin a annoncé de son côté une enveloppe de 130Md€ sur 2020 et 2021. Angela Merkel et Emmanuel Macron ont, par ailleurs, proposé à leurs partenaires européens un plan de 750Md€ qui serait financé par de la dette émise sur la tête de l'Union, garantie par les recettes futures de son budget, et qui aurait vocation à soutenir les secteurs et les pays les plus touchés par la pandémie, périphériques en tête. Un premier pas assumé vers la mutualisation de la dette, et le renforcement de l'intégration fiscale de l'Union. Ce plan de « la Nouvelle Génération » a profité aux indices européens en général et pas simplement aux pays censés en bénéficier le plus. Si le MIB italien (+6,8%) a bien affiché la meilleure performance du mois, le CAC, le DAX et l'AEX, les marchés les plus importants et liquides de la zone ont suivi de près. L'IBEX espagnol (+2,8%) et le PSI portugais (+1,4%), les autres grands bénéficiaires, sont arrivés bien derrière. Les performances sectorielles ont en revanche porté la trace du projet européen. Les financières ont occupé le front de la hausse. Les assurances ont bondi de plus de 9%. Les banques (+5,4%) ont surfé sur la contraction des « spreads » obligataires. En Italie, en Espagne en Allemagne, elles ont trusté les meilleures performances. Même constat avec la tech (+7,7%) et les utilities (+5,1%) qui devraient profiter des ambitions vertes et digitales du projet. Les défensives ont fait la balance. La pharma, la distribution, les boissons et alimentation ont fait du surplace. Les transports & Loisirs (-5,2%) sont les seules à perdre du terrain, victimes des craintes d'une seconde vague et du discours très prudent de Compass sur ses perspectives. Les indices américains ont redonné une partie marginale de l'avance relative accumulée depuis le début de l'année, en dépit de la poursuite sur sa lancée de la tech. Le S&P a gagné 2%, le Nasdaq 6,1%. Les cycliques y ont moins monté qu'en Europe, les défensives plus baissées. Les financières n'ont pas profité de l'appel d'air européen en faisant du surplace. Le MSCI EM a, en revanche été le grand gagnant du mois avec un gain de 7,4%, et plus particulièrement ses composantes Asie (+8,3%) et Chine (+9%). Visiblement,

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

le marché a eu une lecture positive du passage en force de Pékin à Hong Kong en faisant le pari de la fin des troubles et de la normalisation. Il a été conforté par la publication en Chine continentale d'indices PMI rassurants. Toute la zone a été aspirée. Même le Sensex indien où l'épidémie reste un sujet a progressé de 7,7%. Sur le mois de juin, le portefeuille a réalisé une performance de -0.52%. Le fonds est exposé à 81% aux Etats-Unis, à 10% au Japon et 4% sur le Canada.

Juillet 2020

Le mois de juillet a envoyé des signaux contradictoires. D'abord avec la poursuite de la hausse des actifs à risque. Le MSCI All Countries s'est apprécié de 5.3% supplémentaires, portant sa performance depuis le début de l'année en territoire positif. Par rapport au point bas de la fin mars, il a repris près de 44%. Même constat sur les marchés des matières premières, avec un cours du baril qui a gagné près de 3.5% de plus pour s'installer au-dessus du seuil des 40\$ et des métaux industriels qui se sont adjugés en moyenne près de 7%. Même tendance sur le marché du crédit, qui a vu ses «spreads» se resserrer significativement, en particulier sur le High Yield. Les indices de volatilité sont allés dans le même sens. Le VIX et le V2X se sont repliés de 15% à 20% pour se stabiliser autour de 25%. Mouvement symétrique sur le marché des changes, où le dollar, valeur refuge par excellence, a perdu 4.2% contre toutes devises alors que les devises émergentes se sont appréciées en moyenne de 2.4%. Mais dans le même temps, les actifs non risqués ont continué d'être recherchés. Les taux des emprunts d'Etat sont ainsi repartis à la baisse à peu près partout, sauf en Chine. Aux Etats-Unis, le 10 ans a même atteint de nouveaux plus bas. Dans le compartiment des métaux précieux, l'or a pris près de 11% de plus, l'argent 34%. La hausse des actifs à risque s'est faite sans nouvelles initiatives des banques centrales, même si la taille de leurs bilans a continué de s'accroître pour atteindre 52% du PIB de l'Eurozone pour le BCE, 36% du PIB US pour la Fed, 32% du PIB UK pour la BoE. Les données macro-économiques n'ont pourtant pas envoyé que des signaux positifs, même si la normalisation s'est poursuivie dans la sphère manufacturière. Les publications des PIB T2 ont mis en lumière des reculs historiques (-32.9% aux US, -19.1% au UK, 12.1% en Zone Euro, -10.1% en Allemagne). Un certain nombre d'éléments ont par ailleurs fait planer le doute sur la poursuite de cette normalisation, notamment les chiffres de contamination aux Etats-Unis et l'adoption de mesures de confinement partiel dans un grand nombre de pays. L'emploi a également été plus mauvais que prévu des deux côtés de l'Atlantique. Sur le front budgétaire, c'est en Zone Euro où les choses ont le plus bougé. Les 27 ont réussi à trouver un compromis pour faire sortir de terre le fonds de relance de 750Md€ appelé de leurs vœux par l'Allemagne et la France, en ramenant la part de fonds non affectés à 390Md€. Aux Etats-Unis, démocrates et républicains n'ont pas réussi à trouver un accord sur le nouveau plan de soutien évalué à 1000Md\$ en dépit du plaidoyer de la Fed. Cet échec bi-partiste, les doutes sur la capacité du gouvernement à enrayer pour de bon l'épidémie, les regains de tension avec Pékin et l'avance substantielle dans les sondages de Joe Biden, perçu comme moins favorable à la croissance que son opposant, ont mis le dollar et les taux US sous pression. Le billet vert a perdu plus de 4% par rapport au panier de devises des principaux partenaires des Etats-Unis. L'adoption du plan de relance et le changement fondamental de gouvernance qui l'accompagne ont fait de la monnaie unique le principal bénéficiaire du mouvement. L'Euro a gagné du terrain contre toutes devises et presque 5% contre dollar. Au sein des marchés actions, les performances ont été dispersées. Plus de 15% séparent les +11% du MSCI EM Latam des -4.2% du FTSE. Ce sont en effet les marchés émergents qui ont réalisé les meilleures opérations. La poursuite de la hausse des cours des matières premières et une vision plus optimiste de la politique monétaire de la Fed à moyen terme ont ramené les flux sur les indices actions et les devises émergents, Latam (+11%) et Bovespa (+8.3%) en tête. L'Asie a suivi de près, tirée par les actions chinoises. Seul Hong-Kong est resté à la traîne, plombé par les conséquences de l'introduction par Pékin des dispositions anti-démocratiques dans la loi organique de la ville-état et, en toute fin de période, par la décision de reporter les élections législatives prévues en septembre. Au sein des marchés développés, les interrogations sur la croissance US, n'ont pas empêché le S&P se d'adjuger près de 6%, le Nasdaq et ses champions de la nouvelle économie près de 7%. A quelques exceptions près, les publications trimestrielles sont venues valider le mouvement en fin de période. Il n'y a guère que les pétrolières qui n'aient pas participé à la fête, les compagnies intégrées profitant des trimestrielles pour passer d'importantes provisions pour dépréciation et laisser planer le doute sur leur capacité à maintenir leurs dividendes. L'appréciation du yen et la résurgence de l'épidémie ont poussé le Nikkei dans le rouge. Même constat pour les MSCI Europe et Euro qui ont beaucoup souffert en fin de période. Le plan de relance a, finalement, plus profité à l'euro qu'aux indices actions. On en trouve en revanche la trace dans les performances sectorielles. Les vecteurs «verts» en général et «renouvelables» en particulier les secteurs de la chimie (les gaz industriels et la filière hydrogène), de la construction (les fabricants d'isolation), des utilities (les opérateurs exposés au renouvelable) et des

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

pétrolières (les fabricants d'éoliennes) ou des marchés scandinaves ont surfé sur les mêmes biais revendiqués du plan NextGen. L'appréciation de l'Euro ayant également joué un rôle non négligeable sur les économies les plus exportatrices (DAX à l'équilibre, marchés scandinaves en hausse). Le MIB italien (-1.1%) et l'IBEX espagnol (-4.4%), censés récupérer les enveloppes budgétaires les plus importantes, n'en ont pas profité, impactés par des «accidents» valeurs notamment dans les compartiments des banques et des opérateurs télécoms. Sur le mois de novembre, le portefeuille a réalisé une performance de 4.88%. Le fonds est exposé à 81% aux Etats-Unis, à 10% au Japon et 4% sur le Canada.

Août 2020

Le mois « Spoutnik ». Les performances d'août marquent fréquemment les esprits. Ce sera également le cas du millésime 2020. Le MSCI AC s'est adjugé 6,2%. Si les indices US ont servi de lièvres, le S&P500 gagnant 7,2% et le Nasdaq 9,7%, le Nikkei n'a pas fait beaucoup moins bien (+6,6%). Les premiers ont ainsi dépassé leurs niveaux d'avant crise. L'Europe (Stoxx600 +3,1%) et les marchés émergents (MSCI EM +2,2%) ont en revanche suivi à un pas plus mesuré, accentuant l'écart de performance depuis le début de l'année. Elles sont repassées dans le vert aux Etats-Unis et dans les marchés émergents asiatiques. Elles restent légèrement négatives au Japon, dans le rouge de plus de 10% en Europe de plus de 30% au LatAm. Plusieurs facteurs ont combiné leurs effets positifs. Les indices de surprise sont restés bien orientés notamment aux Etats-Unis où la quasi-totalité des statistiques du mois a dépassé les attentes. En Europe également, la normalisation de la croissance s'est poursuivie, même si la résurgence de l'épidémie a laissé des traces ici ou là. Au Royaume-Uni, en Allemagne, on a revu en hausse les prévisions de croissance sur le T2 2020. Des nouvelles encourageantes sur le front de traitements anti-Covid ont poussé dans la même bonne direction. La reprise des conversations entre Washington et Pékin à propos de l'accord commercial signé en début d'année a par ailleurs pesé plus lourd que les regains de tension liés au tour de vis sécuritaire opéré par la Chine à Hong-Kong et à la réaction américaine qui s'est surtout faite sentir dans la sphère technologique. Les banques centrales ont alimenté la tendance en continuant de faire passer un message très accommodant. La Fed en premier lieu, par l'intermédiaire de ses minutes en milieu de période et des déclarations de Jerome Powell à Jackson Hole où il a officialisé l'adoption de nouveaux objectifs en matière d'inflation. A l'objectif habituel de 2%, il a préféré viser une moyenne autour de ce niveau, s'autorisant implicitement de dépasser ce cap de façon durable. En scellant leurs anticipations de taux autour de 0% au moins jusqu'à la fin de 2021, les investisseurs ont repris confiance sur le potentiel de croissance à moyen terme. Combinés à des hausses de prix au détail en juillet plus élevées que prévu, à une baisse sensible des achats des banques centrales et à l'anticipation de volumes d'émissions importants à la rentrée, les courbes de taux ont décalé à la hausse en se pentifiant de façon importante. Le 30 ans US a repris 28 pdb, le 10 ans 18 pdb à 0,70%. Le mouvement a été de même ampleur au Royaume-Uni. Le Bund s'est contenté de 13 pdb, le 10 ans chinois de 5 pdb. Au Japon, la démission surprise de Shinzo Abe en toute fin de mois n'a pas fait planer bien longtemps le doute sur la poursuite des « Abenomics » et le contrôle de la courbe de taux ! Le 10 ans n'a récupéré que 3 pdb. Cela n'a pas empêché le dollar de continuer à perdre du terrain contre euro et yuan. Parallèlement, le « spread » italien a continué de se resserrer, lui aussi porté par la perspective du plan européen « NextGen ». En Europe comme aux Etats-Unis les secteurs cycliques ont surperformé, en particulier ceux sensibles à la thématique COVID. En Europe, les transports & loisirs ont ainsi bondi de près de 15% grâce aux commentaires plus optimistes d'Easyjet sur les perspectives du transport aérien. Même tendance dans l'auto (+10,5%) grâce aux bons chiffres d'immatriculation. Les industrielles (+6,3%), la construction (+6,6%), la distribution (+5,3%) se sont également bien comportées. Les défensives ont fermé la marche, santé en tête, victimes de l'appétence au risque et, pour les secteurs qui y sont sensibles comme les utilities et les télécoms, à la remontée des taux longs. Cette dernière a favorisé le meilleur comportement des financières. La tech et les pétrolières ont connu des sorts divergents des deux côtés de l'Atlantique. La première a trois fois moins monté en Europe (+4,4%) qu'aux US (+12%). Emblématique, Prosus (+2,1%), le faux nez de Tencent sur la cote européenne, a pâti de la contreperformance de sa maison mère chinoise (-0,7%) victime de l'oukaze de la maison Blanche sur les « app » chinoises. Les secondes ont mieux profité en Europe de la poursuite de l'appréciation des cours du brut grâce au poids dominant des compagnies intégrées et à l'exposition à la thématique « verte » du plan de relance européen de ses vecteurs « éoliennes ». Aux Etats-Unis, elles ont fini symboliquement dans le rouge plombées par leurs compartiments « aval » et « forage ». Le cours du baril s'est apprécié de 5% en moyenne en dépit d'un ralentissement du redressement de la demande aux Etats-Unis et dans certains marchés émergents où l'épidémie a imprimé sa marque. La discipline de l'OPEP, le maintien de la production de « shale » US sur des niveaux très bas et le discours positif de l'Aramco sur la demande en Asie ont plus que compensé.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Le cours du carbone a fait presque deux fois mieux. L'once d'or s'est stabilisée. Le bitcoin a retrouvé ses plus hauts niveaux depuis juin 2019. Sur le mois d'août, le portefeuille a réalisé une performance de 7.67%. Le fonds est exposé à 82% aux Etats-Unis, à 9% au Japon et 4% sur le Canada.

Septembre 2020

La deuxième vague ? Après un été globalement bien orienté pour les indices globaux, la rentrée s'est avérée un peu plus agitée, le MSCI AC rendant la moitié du terrain gagné en août (-3,2% vs + 6,2%). Au sein des marchés développés, les indices US ont fait les frais de leur très nette surperformance depuis la fin mai. Ce sont les grands noms de la technologie US, principaux moteurs du rebond post-crise sanitaire, qui ont été arbitrés. Si le Dow a limité la casse (-2,2%), les dégagements sur les GAFAMs ont plombé le Nasdaq (-5,1%). Coincés dans un canal de fluctuation horizontal depuis le début du mois de juin, les indices européens ont moins souffert même si la résurgence de la pandémie s'est aussi faite sentir. Le Stoxx600 a abandonné 1,4%. Les indices émergents n'ont pas échappé au mouvement de consolidation (MSCI EM -1,6%). Le rebond du dollar (+1,9% contre un panier de devises) après une glissade de quatre mois, ne les a pas aidés. Comme souvent, l'Asie (-1,1%) a bien tenu et compensé les faiblesses des composantes EMEA (-3,3%) et surtout LatAm (-5,1%). Après avoir trouvé un accord avec ses créanciers fin août, la dette argentine a, de nouveau, été attaquée entraînant le Merval qui a dévissé de 11,9%. De son côté, le Bovespa (-4,8%) a souffert des intentions prêtées à J. Bolsonaro de lancer un plan de soutien destiné aux populations défavorisées au détriment des équilibres budgétaires. Le real suivi (-2%), contraignant la Banque du Brésil à intervenir. Des deux côtés de l'Atlantique, les indicateurs macroéconomiques ont poursuivi leur normalisation. En Europe, si le secteur des services a fléchi (47,6 vs 50,5 en août), le redressement de la sphère manufacturière n'a montré aucun signe d'essoufflement (53,7 vs 51,7 en août). Même constat pour les indicateurs de confiance des ménages. Aux US, les indicateurs publiés en septembre ont aussi suggéré une bonne résistance de l'économie. Les banques centrales n'ont d'ailleurs touché à rien. Après l'annonce fin août de la nouvelle stratégie de politique monétaire de la Fed, Jerome Powell a de nouveau insisté sur sa volonté de maintenir des taux bas pour une période prolongée, même si l'inflation devait modérément repasser au-dessus de l'objectif de 2%. Le marché des taux ayant déjà largement intégré le message lors de la communication d'août, les points de la courbe US n'ont pas bougé. En Europe, le message de BCE est, lui aussi, resté très accommodant, l'institution de disant néanmoins attentive quant au renforcement récent de l'euro. Le mouvement sur les taux longs ont été plus marqués, le 10 ans allemand perdant 13 pdb (-0,52%). Les « spreads » périphériques se sont légèrement resserrés, de manière plus nette en Italie où des scrutins régionaux, favorables pour le parti Démocrate, ont réduit le risque d'élections anticipées. En Europe, le facteur "COVID" a souvent eu un rôle déterminant sur les performances des marchés actions, tant géographiques que sectorielles. Plus résistants à la pandémie au printemps, les pays du Nord ont, de nouveau, mieux résisté. Constat inverse pour les pays qui avaient été contaminés plus sévèrement dans la première vague, tels que la Belgique, l'Europe du Sud et la France. Grâce à un sterling affaibli par la stratégie de négociation adoptée Boris Johnson, le FTSE (-1,5%) a limité la casse. Pour ce qui est des performances sectorielles, elles ont reflété les expositions à un éventuel nouveau ralentissement de la croissance et l'aversion au risque. Financières - bancaires en tête - pétrolières et les transports & loisirs ont très largement sous-performé comme ils l'avaient fait en février-mars. La santé et les secteurs liés à la consommation ont partiellement compensé. Le biais COVID est moins lisible sur les performances des marchés américains. De violentes prises de bénéfices sont venues plomber les GAFAMs (Apple -10,2%, Microsoft -6,7%, Amazon -8,8%, Facebook -10,7%, Alphabet -10,1%). Les doutes exprimés par J. Powell sur la pérennité du rebond l'économie américaine et l'enlisement des négociations sur le sujet entre le Secrétaire au Trésor, démocrates et républicains ont été les principaux facteurs de la consolidation. Le retour des tensions avec la Chine n'a pas non plus poussé dans le bon sens. En fin de période, Steven Mnuchin et Nancy Pelosi ont repris leurs échanges. Trop tard pour avoir un impact significatif. Comme en Europe, les cycliques ont occupé le front de la baisse, pétrolières en tête. Les cours des matières premières ont également fortement réagi à cet environnement risk et à la remontée du billet vert. Près de 6% de baisse pour le WTI et 10% pour le Brent, pénalisés par la décision de l'Arabie Saoudite et du Koweït de diminuer leurs prix, et le repli des importations chinoises début septembre de leurs points hauts de l'été. Victime d'une performance envieuse depuis le début l'année (+24%), l'or n'a pas profité de l'environnement « risk-off » (-4,2%). Sur le mois de septembre, le portefeuille a réalisé une performance de -3.08%. Le fonds est exposé à 82% aux Etats-Unis, à 10% au Japon et 4% sur le Canada.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Octobre 2020

Le rebond des indices actions entamé lors de derniers jours de septembre s'est prolongé jusqu'au mitan de la période sous revue, entretenu par les innombrables « stop & go » entre républicains et démocrates sur les discussions autour de la dernière patte du plan de relance. Les espoirs de voir des négociations aboutir avant le scrutin du 3 novembre ont poussé le marché vers les actifs risqués. L'avance de Joe Biden dans les sondages, et la probabilité faible de voir le candidat sortant contester le résultat de l'élection, ont eu un effet similaire. Vu avec circonspection par les marchés il y a quelques semaines encore du fait de ses volets réglementaire et fiscaux, le scénario d'une « vague bleue » semble maintenant accueilli comme la promesse d'une relance budgétaire plus importante que celle proposée par le camp républicain. Et donc, une bonne chose. Tout cela a permis d'éclipser les signes d'essoufflement de la reprise, tant aux US sur le marché de l'emploi, qu'en Europe avec les chiffres décevants envoyés par la sphère industrielle en août (+0,3% vs +2,5%e au UK ; +1,3% vs 1,7%e en France). Le 12 octobre, le MSCI World avait quasiment retrouvé les points hauts historiques sur lesquels il était avant la crise sanitaire. La forte résurgence des infections au covid-19 et l'introduction de nouvelles mesures de restrictions sanitaires en Europe ont ensuite sifflé la fin de la récréation, mesures rapidement suivies par de nouvelles périodes de confinement, en France et en Allemagne notamment. Si la saison des publications T3 s'est globalement bien passée, elle n'a que très partiellement compensé le mouvement de désaffection pour les actifs risqués qui s'est amorcé à partir de la mi-octobre. Le MSCI AC a perdu 2,4%. Les dégagements ont été plus nets en Europe (Stoxx600 -5,1%) qu'aux US (S&P500 -2,7%) où la rotation en faveur des cycliques a amorti la baisse. Totalement épargnée par la seconde vague de contamination, l'Asie (MSCI China +3,3%) a permis aux indices émergents de rester dans le vert (MSCI EM +2,1%) en dépit des dégagements « risk off » dont ont été victimes les composantes LatAm (-1,1%) et EMEA (-6%). En Europe, un certain nombre d'indicateurs (IFO, ZEW) sont venus confirmer le ralentissement de la reprise suggéré par les indices PMI publiés en début de mois. En avouant que la reprise économique perdait de l'élan à un rythme plus rapide qu'anticipé, Christine Lagarde n'a pas fait passer un message différent. Elle a d'ailleurs laissé peu de doutes sur le fait qu'un recalibrage de la politique monétaire aurait lieu en décembre prochain. La perspective d'un nouveau coup de pouce monétaire, assez largement anticipée, n'a eu qu'un effet très limité sur les indices européens. En reculant de plus de 5%, le Stoxx600 affiche en octobre sa pire performance depuis mars dernier. Les indices aux biais cycliques marqués ont souffert encore davantage. Le DAX a décroché de 9%, également plombé par la sanction subie par SAP (-31,1%) après avoir revu en baisse ses objectifs. Les technologiques européennes ont d'ailleurs très largement sous-performé l'indice large en octobre pour cette raison. Principales victimes du reconfinement, les segments consommation (distribution, biens et services aux consommateurs, food & bev) ont perdu entre 5% et 6,6%. Santé (-7,4%) et assureurs (-7%) ont également fait encore moins bien. Les incertitudes autour de l'élection US et son impact sur le prix des médicaments a pesé sur la première. Les seconds ont souffert d'arbitrages au profit des bancaires, dont les publications T3 ont confirmé le repli des provisions et fait passer des messages rassurants sur les dividendes. A l'autre extrémité du spectre, les acteurs des paris en ligne, pour qui le confinement ne posera pas de problème, sont la principale raison de la nette surperformance du transport et des loisirs. Les taux longs ont reflété à la fois les attentes d'une politique monétaire encore plus expansionniste d'ici la fin de l'année, mais aussi les craintes liées à la seconde vague du COVID-19. Le Bund a perdu 11 pdb, finissant à -0,63%. L'aplatissement a été comparable en France, où l'OAT 10 ans a reculé de 10 pdb. L'anticipation d'un assouplissement monétaire en décembre s'est également ressentie sur les taux périphériques. Le 10 ans transalpin a lâché 11 pdb à 0,76%. Son équivalent portugais en a lâché 16. Le renforcement des attentes sur les annonces de la BCE en décembre a mis la pression sur l'eurodol (-0,6%). Sur le front du Brexit, en dépit du lancement d'une procédure de sanction par Bruxelles à l'encontre de Londres et des menaces d'arrêt des négociations régulièrement renouvelées par Boris Johnson, la livre a confirmé le mieux entamé à la mi-septembre. Le FTSE a suivi ses pairs européens. Le scénario du mois n'a pas été différent aux US, où le retour de la menace sanitaire et la perspective du report après les élections de la dernière patte du plan de relance ont fait plier les indices à mi-parcours. Incitant à nouveau à plus de soutien budgétaire, Jerome Powell a de nouveau mis en avant ses craintes sur le rythme de la reprise. Les publications mitigées des grands noms de la tech ont enfoncé le clou en fin de période, faisant passer le VIX de 26% à 38%. Néanmoins, la sanction a été moins sévère qu'en Europe, les cycliques profitant plus largement de la rotation sectorielle. De ce côté de l'Atlantique, les chiffres macroéconomiques ont paru mieux orientées qu'en Europe. L'estimation du PIB T3 a surpris à la hausse (+33,1% glissement annuel vs 32e), en raison de la moins mauvaise tenue de la consommation. Même constat pour le moral des ménages et les ventes au détail. Si la « vague bleue » attendue le 3 novembre prochain a soutenu les secteurs cycliques, elle a aussi laissé des traces sur la courbe US. Le 10 ans a fini en hausse de 19 pdb à 0,87%, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis le 8 juin.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Du côté des matières premières, les performances ont été dispersées. Ce sont les cours du pétrole qui ont été le plus nettement impactés (WTI -11%, Brent -8,5%). Les inquiétudes sur l'impact des confinements européens sur la demande, l'accélération de la reprise des exportations libyennes ont pesé plus lourd qu'une intense saison des ouragans dans le golfe du Mexique. Les métaux industriels (+2,8%) ont été plus résistants grâce à la solidité des statistiques chinoises. Comme en septembre, l'or n'a pas profité de l'environnement « risk-off » (-0,4%).

Novembre 2020

Un mois historique après la sanction subie par les indices fin octobre avec l'introduction de nouvelles mesures de restrictions sanitaires et/ou de confinement. De bonnes publications dans la sphère industrielle européenne, revenue en octobre sur des niveaux inédits depuis juillet 2018 et l'anticipation d'une « vague bleue » à l'occasion du scrutin présidentiel US, gage d'un plan de relance massif, ont très tôt mis le marché sur de bons rails. Mais l'accélération haussière est venue quelques jours plus tard, avec l'annonce de résultats très encourageants du candidat-vaccin du couple Pfizer/BioNtech. L'ampleur du test - 40.000 patients - et une efficacité de 90% - ajustée à 95% quelques jours après - ont pris le marché par surprise et relancé les espoirs autour d'un vaccin disponible avant la fin de l'année. L'efficacité, tout aussi élevée (94%), du vaccin de Moderna Therapeutics, annoncée une semaine plus tard, a enfoncé le clou. Le lancement de la transition à la Maison Blanche au terme d'une dizaine de jours compliqués a également contribué. Convaincu que le problème « covid-19 » ne serait bientôt qu'un lointain souvenir, le marché a sensiblement renforcé son exposition aux actifs risqués. Le MSCI World s'est envolé de 12,8%, une performance mensuelle inégalée dans l'histoire. La vigueur du rebond a été plus nette en Europe, jusque-là très en retard par rapport aux marchés développés et émergents, permettant au Stoxx600 (+13,9%) de sortir du canal horizontal dans lequel il était enfermé depuis la fin mai. Déjà dans le vert depuis le début de l'année à fin octobre, le S&P500 (+10,9%) a suivi à courte distance, plombé par la sous-performance des GAFAMs. L'impact du retour de l'appétit pour le risque a été plus hétérogène sur les indices émergents. Peu concernée par la seconde vague de contamination, l'effet « vaccin » a logiquement moins bénéficié à la composante Asie (+7,5%) du MSCI EM (+9,3%) qu'aux composantes LatAm (+21,9%) ou EMEA (+15,6%). Le Kospi coréen n'en est pas revenu sur ses plus hauts historiques. Tokyo, sur des niveaux inédits depuis janvier 1984. La volatilité s'est dégonflée, des deux côtés de l'Atlantique (VIX -46% ; V2X -35%). Les indices européens ont logiquement profité à plein des annonces de Pfizer et Moderna, aidés par les messages clairs de la BCE sur le très probable recalibrage de sa politique monétaire en décembre. La confirmation du redémarrage de l'économie chinoise est également allée dans le bon sens, éclipsant les contretemps dans la mise en œuvre du plan « NextGen ». Même le retour de l'eurodol autour de 1,20\$ n'a pas entamé l'enthousiasme du marché. L'effet « rattrapage » explique l'essentiel de la hausse et de la hiérarchie des performances tant géographiques que sectorielles. L'ibex ibère (+25,3%) et l'ASE hellène (+29,4%), les deux grands gagnants en zone euro, affichent encore des replis respectifs de 13,1% et de 17,3% depuis le début de l'année. Le constat vaut également au niveau sectoriel, bancaires et pétrolières affichant encore des reculs proches de 25%, et ce, malgré des rebonds supérieurs à 30% au cours de la période sous revue. Assureurs (+24,9%) et valeurs du transport (+18,5%) en ont également profité. Les défensives de la santé (+6,2%), de la consommation non-discrétionnaire (HCP +3,1%, alimentation +8,6%) n'ont pas réussi à suivre le rythme. Sur le marché obligataire, les choses ont été moins linéaires. Le marché a d'abord re-calibré ses attentes en matière de politique monétaire avec l'arrivée des vaccins, emmenant le Bund sur -0,47% autour du 10 novembre. Les propos de Christine Lagarde sur l'efficacité des opérations de TLTRO a ensuite conduit à ajustement, limitant l'impact sur le 10 ans allemand à +6 pdb (-0,57%). L'effet a été plus sensible sur les « spreads » périphériques (-19 pdb pour le « spread » italiens ; -13 pdb pour son équivalent lusitanien). Hors zone euro, les conversations se sont intensifiées entre Londres et Bruxelles pour trouver un accord d'ici la fin de l'année. Les deux parties semblent d'accord sur 95% des sujets, sauf que les derniers 5%, à l'origine du blocage, sont les mêmes depuis 4 ans. Il n'y pas eu de « vague bleue » aux Etats-Unis comme les investisseurs l'avaient anticipé même si la victoire de Joe Biden a été aussi nette que celle de Donald Trump quatre ans auparavant. Pour autant il a fallu une bonne dizaine de jours pour que ce dernier se résolve à lancer la transition. Les bonnes nouvelles sur le front des traitements anti-covid ont, de toute façon, vite mis Dow et S&P500 dans de bonnes dispositions. Exception faite du marché de l'emploi, dont l'essoufflement s'est confirmé, les indicateurs d'activité ont plutôt joué favorablement, tout comme les messages en provenance de la Fed ou les premières nominations au sein de l'équipe Biden (Janet Yelle au Trésor). Dans les derniers jours, le Dow s'est même offert le luxe de franchir la barre symbolique de 30.000 points pour la première fois de son histoire. Là-bas, les arbitrages ont profité à la thématique « value/cycliques », au détriment des secteurs étiquetés « Covid » ou « défensif/croissance ». Comme en

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Europe, pétrolières (+28%) et financières (+16,9%) ont été les principaux moteurs de la hausse. Industrielles (+16%) et matériaux de base (+12,5%) ont suivi. Secteurs défensifs et les secteurs « Covid » n'ont pas réussi à suivre. Les GAFAMs non plus. Si la victoire de Joe Biden a d'abord eu pour effet d'emmener le 10 ans US au-dessus des 0,95%. Il est progressivement revenu autour de 0,84% (-3 pdb), aidé par la publication d'une inflation nulle en octobre. Le violent retour de l'appétit pour les actifs risqués s'est également ressenti sur les autres classes d'actifs. Les cours du brut ont été portés, comme beaucoup d'autres actifs, par les bonnes nouvelles sur le front des vaccins et la perspective d'une normalisation de l'activité globale. Et aussi par le recul du billet vert. Le Brent a pris 27% ; le WTI 26,7%. Les métaux industriels se sont adjugés un peu plus de 11%, pendant que l'or en perdait un peu plus de 5%. Sur le change, l'eurodol a fini le mois avec une incursion au-dessus de 1,20\$, un niveau pas vu depuis le mois de septembre. Cette hausse s'est nourrie de l'appétit pour le risque, traditionnellement négatif au dollar, mais aussi d'une surperformance de la monnaie unique, soutenue par les perspectives d'un rebond de l'activité en Europe. Symbole à lui seul d'un marché en mode « risk on », le bitcoin s'est envolé de 40% !

Décembre 2020

L'appétit pour le risque ne s'est pas démenti à l'occasion du dernier mois d'une année historique à bien des égards. Aux 12,3% gagnés en novembre, le MSCI World a ajouté 4,3% supplémentaires grâce aux épilogues positifs, obtenus à la dernière minute, sur les deux derniers sujets de préoccupation du marché : l'accord commercial entre Londres et Bruxelles pour une sortie ordonnée du Royaume-Uni de l'Union Européenne et celui conclu entre républicains et démocrates sur les 900Mds\$ de la dernière patte du plan de relance US. Le début des vaccinations des deux côtés de l'Atlantique et les messages positifs des autorités de santé sur l'efficacité des vaccins ont constitué le troisième fil rouge de la dynamique haussière. Même l'apparition en fin de période aux Royaume-Uni et en Afrique du Sud d'une nouvelle souche de la covid-19, sensiblement plus contagieuse, rappelant aux investisseurs qu'il pourrait y avoir du moins bien avant le mieux sur le front de la pandémie n'a pas réussi à changer la donne. A l'exception du Nasdaq (+5.7%), les grands indices « développés » ont avancé à peu près du même pas. Le Stoxx600 s'est adjugé 2,6% supplémentaires. Aux US, le S&P500 a gagné 3,6% pour atteindre de nouveaux plus hauts historiques. La hausse du yen (+1% vs USD) n'a pas pénalisé le Nikkei plus que cela (+3,8%). Les indices émergents (MSCI EM +7,4%) se sont distingués à la hausse. Le MSCI EM Asie a grimpé de plus de 7%, surfant sur les signaux positifs des statistiques chinoises et le maintien d'une situation sanitaire sensiblement meilleure qu'aux Amériques ou en Europe. La composante EMEA a fait un peu moins bien (+5,3%) ; Le LatAm et son biais « commos » beaucoup mieux (+11,9%). En Asie, les indicateurs macroéconomiques chinois ont, confirmé l'amélioration de la situation, la production industrielle retrouvant son meilleur niveau depuis mars 2019. En Europe, les indices ont validé leurs violents rebonds du mois précédent. Même l'apparition en Grande-Bretagne d'une variante plus contagieuse de la covid-19 n'a provoqué qu'une légère correction technique, vite compensée par l'accord trouvé in extremis par Londres et Bruxelles sur le Brexit. Les discussions de la onzième heure ont finalement permis de trouver une voie commune sur les deux sujets les plus ardues, les droits de pêche et les conditions d'une concurrence équitable post-Brexit. L'autre élément important a été le déblocage la négociation autour du plan de relance européen de 750Md€, grâce à un compromis trouvé avec la Pologne et la Hongrie. Les indices PMI préliminaires pour décembre se sont d'ailleurs révélés bien moins mauvais que prévu en Allemagne (52,5 vs 50,5e et 51,7 en novembre), en France (49,6 vs 43e et 40,6) et en Zone Euro (49,8 vs 45,7e et 45,3). La hausse des cours des matières premières et la poursuite du retour de la thématique « value » ont logiquement poussé les matériaux de base. Idem pour les autres cycliques, comme les industrielles (+3,8%), l'automobile (+4,5%) ou les media (+4,5%). Victimes de leur violent rebond de novembre et d'un discours encore malthusien de la BCE sur les retours aux actionnaires, les bancaires (-0,1%) ont eu plus de mal. Les défensives des télécoms (-2.1%) et de la santé (inchangé) n'ont pas fait beaucoup mieux. Comme attendu, la BCE est restée très accommodante, relevant de 500Md€ le plafond du PEPP tout en allongeant sa durée jusqu'en mars 2022. Les rendements ont très peu bougé (Bund inchangé à -0,57%), au-delà des arbitrages subis par le Gilt (-11 pdb) après le « deal » annoncé le 24 décembre. Malgré une situation sanitaire de nouveau préoccupante, un discours du FOMC à la marge moins accommodant que ce que le marché espérait et de statistiques montrant que la reprise s'essouffait, les actions américaines ont enchaîné les records. Le Dow et le S&P500 ont pris entre 3,4% et 3,8%. Le Nasdaq (+5,7%) a fait sensiblement mieux, confirmant l'appétit du marché pour les technologiques. Les hausses spectaculaires de Doordash (+86%) et d'Airbnb (+113%) à l'occasion de leurs premiers jours de cotation n'ont pas dit autre chose. L'accord à 900Md\$ conclu entre républicains et démocrates, et prévoyant notamment un chèque de 600\$ pour la quasi-totalité des ménages américains, et sa ratification à l'arrachée par Donald Trump ont levé

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

le dernier voile de l'année 2020. En signant au passage la loi de financement de l'Etat fédéral, le locataire de la Maison Blanche a également évité un « shutdown ». Aux côtés des technologiques, ce sont, comme en Europe, les cycliques qui ont fait l'essentiel de l'effort (pétrolières +4,4%, financières +6,3%, matériaux de base +2,5%, consommation discrétionnaire +2,5%). Exception faite de la santé (+3,9%) qui a plutôt bien absorbé l'accueil mitigé de l'offre à 39Md\$ d'AstraZeneca sur Alexion, les défensives ont sous-performé (immobilier +1,5%, utilities +0,7%, consommation non-discrétionnaire +1,8%). Le rendement du 10 ans US a pris 7 pdb à 0,91%. Sur les autres classes d'actifs, l'aversion pour le risque a aussi poursuivi son repli. Les cours du brut ont bien accueilli la conclusion positive des discussions de l'Opep+ sur la limitation de la hausse de la production à partir de janvier prochain à 500.000 b/j. Le scénario central tablait sur 2m b/j. WTI et Brent ont repris respectivement 7% et 8,8%. La poursuite de l'érosion du billet a poussé dans le même sens. La devise américaine s'est dépréciée contre l'ensemble des devises majeures (-2,1%). Mention spéciale pour le bitcoin, symbole pour le second mois consécutif d'un marché en mode « risk-on » et toujours en recherche de diversification du risque (+50% après +40% en novembre.). Le mois a également été marqué par les actions intentées en Chine et aux Etats-Unis à l'encontre des grandes plateformes numériques. Le régulateur américain a lancé une procédure pour position dominante contre Facebook. Plusieurs états ont en parallèle accusé le groupe d'avoir passé un contrat secret avec Google dans la publicité numérique. Les autorités chinoises de la concurrence, sans qu'on puisse les soupçonner de collusion avec leur pairs US, ont formellement lancé une enquête contre Alibaba (-13.7% à HK) avant d'aller s'en prendre directement à sa filiale de services financiers Ant Group et ses activités de prêts en ligne et de gestion d'actifs qui s'affranchissent pour le moment des règles prudentielles imposées aux banques. Sur le mois de décembre, le portefeuille a réalisé une performance de 3.52%. Le fonds est exposé à 81.7% aux Etats-Unis, à 9.7% au Japon et 3.9% sur le Canada.

Janvier 2021

A l'entrée du millésime 2021, le marché a continué de jouer le scénario mis en place en novembre : celui d'une reprise en « V » rendue crédible par la rapide mise à disposition de vaccins et le déploiement de plans massifs de vaccination un peu partout dans le monde. Un certain nombre de statistiques sont rapidement venues lui donner corps comme les commandes à l'industrie allemande de novembre (+2,5% vs -0,5%) ou les indices PMI de décembre, montrant une activité manufacturière européenne revenue sur ses niveaux de mai 2018. La frénésie acheteuse de la fin 2020 s'est donc poursuivie sur les premiers jours du mois. Les premiers échos favorables sur les élections sénatoriales partielles en Géorgie, ouvrant la voie à un contrôle démocrate des deux Chambres, ont également incité le marché à anticiper les annonces du plan de relance de Joe Biden. Poussé par un enthousiasme inédit depuis 2009, le MSCI AC affichaient déjà 3% de hausse à l'issue de la première semaine de l'année. La hausse s'est d'abord calmée sur les deux semaines suivantes puis le soufflé est retombé sur les dix derniers jours du mois avec la détérioration rapide de la situation sanitaire en Europe. Le prolongement du confinement en Allemagne et l'instauration d'un troisième "round" au Royaume-Uni ont fait passer le message que le rebond de l'activité en 2021 pourrait avoir de retard à l'allumage. La lenteur dans le déploiement de certains plans de vaccination, en France notamment, et les tensions parfois vives avec certains laboratoires sur les cadences d'approvisionnement ont joué dans le même sens. Les indices US ont suivi, notamment quand ils se sont aperçus que l'ampleur du plan de relance de la nouvelle administration américaine, posait problème au sein même du camp démocrate. Au final, le MSCI a rendu l'intégralité de ses gains pour finir janvier sur un repli de 0,3%. Le Stoxx600 a lui reculé de 0,7%, une performance en ligne avec celle du S&P500 (-1%) au sein duquel les technologiques (Nasdaq +1,4%) ont fait la balance face aux arbitrages subis par les cycliques (Dow -2%). Les indices émergents ont très bien sorti leur épingle du jeu (MSCI +3,1%), essentiellement grâce à sa composante chinoise (+7,4%) et à l'avance accumulée avant la correction. Au Japon, le Nikkei (+0,8%) a sans doute profité de l'aspiration, en plus de la baisse du yen. On peut diviser le mois de janvier en trois sections distinctes. Sur la première semaine du mois, le Stoxx600 (+3%) a surperformé le S&P américain (+1.8%) et le MSCI AC (+2.7%). A l'instar de ce qu'il s'est passé sur la fin de 2020, il a surfé sur les espoirs de normalisation et bénéficié de son exposition à la « vieille économie » et à ses vecteurs « value ». Dès le 8 du mois, les indices sont entrés dans une phase de consolidation alors qu'ils continuaient de prendre de la hauteur aux Etats-Unis et dans les marchés émergents. Les premiers ratés des plans de vaccination et un tour de vis supplémentaires sur les mesures de distanciation ont servi de catalyseurs. La rotation sectorielle au profit des défensives a commencé à se sentir, soutenue par le retournement du billet vert. Le message moins accommodant que prévu de la BCE le 21 du mois ont ouvert la troisième et dernière séquence du mois où les indices européens ont reculé au même rythme que leurs pairs développés et globaux (-3.7% vs -3.5% pour le SPX et -4% pour le MSCI AC) mais moins vite que

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

les actifs émergents (MSCI EM -5%). Sur le mois, le facteur « pandémie » n'explique pas toutes les performances sectorielles. Parmi les perdants, ce sont des accidents "valeurs" qui expliquent par exemple la contre-performance de l'assurance (une augmentation de capital pour Prudential et une campagne de renouvellement moins favorable qu'attendu pour les réassureurs). Phénomène inverse dans l'immobilier où les vecteurs commerciaux, les plus corrélées au facteur « pandémie », ont bénéficié de la vague de rachat de positions « shorts » en fin de mois sans empêcher pour autant le recul global du secteur. En revanche, c'est bien le reconfinement qui a affecté les biens et services de consommation, les transports et loisirs, les banques et les boissons, alimentation tabac. Même biais « pandémie » pour justifier la surperformance de la tech, des media, des télécoms et des HPCs. L'avance acquise sur le début du mois par les pétrolières et les matériaux de base, a permis aux deux secteurs de finir dans le vert. En termes géographiques, la faiblesse de la livre s'est cachée derrière la bonne résistance du FTSE (-0.8% en monnaie locale et +0.1% en €). La baisse a été homogène entre le DAX (-2.1%), le CAC et le MIB (-2.6%). La Scandinavie a été la grande gagnante du mois (+3.9% pour la Suède, +2.4% pour la Finlande, -0.7% pour la Norvège) grâce au rebond technique de ses bancaires, très attaquées fin 2020 par de nouvelles enquêtes pour blanchiment et à la bonne tenue de leur valeurs tech. Sur le marché obligataire, le « reflation trade » a moins bien fonctionné qu'aux Etats-Unis. Le 10 ans allemand s'est contenté de récupérer 5 pdb. En Italie, le retour des incertitudes politiques, avec la chute du gouvernement Conte a accentué le phénomène à la marge. Sur le change, le scénario consensuel d'une année 2021 difficile pour le billet vert au profit des principales devises G10 et des devises émergentes a tourné court. Contre toute attente, le dollar a fini le mois de janvier en hausse contre quasi toutes les devises. Dans un environnement moins favorable au risque, le marché a eu tendance à reporter un éventuelle pari à la baisse sur l'USD, le rachetant progressivement. Sur le mois de janvier, le portefeuille a réalisé une performance de 3.52%. Le fonds est exposé à 81.8% aux Etats-Unis, à 9.7% au Japon et 3.8% sur le Canada.

Février 2021

Après avoir subi fin janvier la pression mise par la détérioration rapide de la situation sanitaire en Europe et les difficultés de l'administration Biden à trouver un consensus pour faire passer son plan de relance, un rebond technique et l'apaisement de la situation sanitaire, des deux côtés de l'Atlantique, ont permis au marché d'attaquer le mois de février du bon pied. Aux US, Joe Biden s'est fixé comme objectif de vacciner tous ces concitoyens d'ici la fin juillet. En Allemagne, Angela Merkel s'est, elle, engagée à ce que cet objectif soit atteint d'ici la fin septembre. En l'absence de fausse note sur le front macroéconomique et avec l'arrivée, en Italie, de Mario Draghi à la tête d'un nouveau gouvernement de coalition, le rebond des indices s'est poursuivi jusqu'à mi-février. Le 16 du mois, le MSCI AC affichait une hausse proche de 7% et, en Europe, le Stoxx600 commençait à tutoyer les points hauts historiques touchés avant l'arrivée du Covid-19 il y a tout juste un an. Les choses se sont compliquées sur la seconde moitié de la période. Aux US, une émission à 30 ans a peine à trouver preneurs et ouvert la voie à une accélération de la pentification de la courbe. La hausse deux fois plus rapide que prévu des prix de gros (+2% vs +1,1%) et l'envolée des ventes au détail pour janvier (+5,3% vs +1,1%) ont rendu le marché nerveux et fait ressurgir les craintes d'une évolution moins accommodante des politiques monétaires et budgétaires. Jerome Powell a bien essayé de détendre l'atmosphère en confirmant qu'aucune inflexion dans la politique n'était à craindre à court terme, quelque soient le niveau des taux longs ou du niveau de la croissance en 2021. Le message a été modérément entendu. De 1,07% à la fin janvier, le 10 ans est passé à 1,4% fin février, touchant même 1,61% dans la dernière semaine. En Europe, le 10 ans allemand a été aspiré, prenant 26 pdb à -0,26%. Malgré une correction nette sur la seconde moitié du mois, le MSCI AC a réussi à progresser de 2,6%, les arbitrages subis par les valeurs de croissance aux valorisations élevées et les défensives profitant aux cycliques « value », financières en tête. Au sein des marchés développés, les performances ont été assez homogènes (Stoxx600 +2,5%, S&P500 +3,3%, Nikkei +3,5% en euros). Les choses ont été plus divergentes au sein la sphère émergente. En Chine (+0,7%), le marché a souvent eu du mal à interpréter les interventions erratiques de la PBoC sur le marché interbancaire. Au LatAm, l'annonce par la présidence brésilienne du limogeage du patron de Petrobras au profit d'un général défenseur du rôle « social » de la compagnie pétrolière, n'est pas passée inaperçue. Petrobras a décroché de 16,7%, entraînant le Bovespa (-4,4%). En Europe aussi les cycliques et les financières ont dominé les débats au détriment des défensives et des valeurs aux multiples élevées en général, et, en particulier, dans certains compartiments de la tech et de la transition énergétique. Ce sont les banques qui ont réalisé la meilleure opération du mois, propulsées par la pentification des courbes des deux côtés de l'Atlantique, des publications T4 2020 rassurantes et des commentaires plutôt optimistes sur le début de 2021. Les progrès des campagnes de vaccination et la présentation de plans de déconfinement progressifs notamment au Royaume-Uni, ont

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

permis aux transports & loisirs de suivre de près. Pour les matériaux, c'est en premier lieu la forte appréciation des cours des sous-jacents à l'annonce de perspectives de croissance florissante en Chine et aux Etats-Unis qui ont servi de moteur. L'assurance, l'auto, les pétrolières ont également surperformé pour les mêmes raisons. Au sein des secteurs qui ont fait la balance dans ce violent mouvement de rotation, les utilities, le HPC et la distribution généraliste se sont distingués à la baisse. Les premières ont, bien entendu, été impactées par la remontée des taux longs, mais aussi par des prises de bénéfices importantes sur un certain nombre de vecteurs « verts ». Des valeurs emblématiques comme Orsted, Verbund, EDP Renovais ont décroché de plus ou moins 15%. Mêmes arbitrages douloureux au sein de la sphère de la consommation, sur des vecteurs « anti COVID » comme Ocado, HelloFresh, le HPC et les distributeurs alimentaires. Le segment boisson & alimentation, les télécoms, la santé, l'immobilier et la très défensive chimie ont également fini dans le rouge. En termes géographiques, le FTSE a sous-performé en raison de l'appréciation de la livre. La BoE s'est également démarquée des autres banques centrales le dernier jour du mois lorsque son économiste en chef a fait passer le message que le marché refusait de prendre en compte le risque de dérapage de l'inflation et des moyens qu'il conviendrait de mettre en œuvre s'il se matérialisait. Le SMI suisse a même fini dans le rouge à cause de ses défensives. La France, l'Espagne, l'Italie ont, au contraire, profité du poids des financières et des pétrolières dans leurs indices. Elles finissent le mois sur des gains compris entre 5,5% et 6%. Aux US, toute la première moitié de la période sous revue s'est concentrée sur les efforts fournis par le camp démocrate pour faire adopter son plan de relance sans avoir à solliciter le soutien d'une minorité de républicains. Si Joe Biden a réaffirmé le chiffre de 1400\$ pour l'aide directe aux ménages, le Président US s'est résolu à accepter le principe de conditions de revenus plus restrictives. Janet Yellen a enfoncé le clou sur le sujet en promettant un retour au plein emploi dès 2022 si le plan de soutien était suffisamment important, tout en insistant sur les risques à long terme qu'il permettra d'éviter. De son côté, Jerome Powell a préféré voir dans la hausse des taux longs le verre à moitié plein, et prendre cela comme un signe d'optimisme à propos du redressement de la croissance. Devant le congrès, il a redit que la hausse de l'inflation à l'œuvre ne devrait être que temporaire. Il a rejeté le risque de dérapage de l'inflation, précisant que cela pourrait prendre plus de trois ans pour la ramener à 2%. Comme en Europe, les cycliques et les financières ont occupé le front de la hausse. Et les défensives et autres valeurs de croissance, aux valorisations tendues, ont été arbitrées. L'énergie (+22%), grâce à un biais OFS plus net qu'en Europe et donc une sensibilité plus grande à la hausse du baril, a fait beaucoup mieux qu'en Europe. Derrière, les financières ont pris autour de 12% et les industrielles un peu moins de 7%. Là-bas, la consommation non-discrétionnaire (-1,4%), la santé (-2,1%) et surtout les utilities (-6,1%) ont souffert. Sur le mois de janvier, le portefeuille a réalisé une performance de 2.90%. Le fonds est exposé à 81.2% aux Etats-Unis, à 9.8% au Japon et 4.0% sur le Canada.

Mars 2021

Si le mois de mars s'est globalement inscrit dans la continuité des mois précédents pour les indices actions globaux, il a été marqué par une divergence plus marquée entre les Etats-Unis et le reste du monde. Le vote par le Congrès du plan de relance de 1.9tr\$, l'accélération du plan de vaccination et le message sur la volonté de faire adopter avant l'ajournement estival de la session parlementaire un plan pluriannuel de 2.25tr\$ destiné aux infrastructures, à la recherche et aux gains de productivité ont maintenu les anticipations inflationnistes et les taux longs US sous tension. Parallèlement au maintien de la ligne du parti, Jerome Powell ayant confirmé lors de la réunion du FOMC que les taux devraient rester autour de 0% au moins jusqu'en 2023 et qu'il était trop tôt pour évoquer une réduction des programmes d'achats, l'inflexion des « dots » a fait passer un signal « hawkish » (7 des 18 membres votants du FOMC voyant des taux fin 2023 plus élevés qu'aujourd'hui). Plus tard dans le mois, le patron de la Fed a même évoqué à mots à peine couverts un possible « tapering », quand la Banque du Canada a, elle, franchi le pas en annonçant l'arrêt progressif de tous ses programmes d'accès d'urgence aux liquidités et la disparition des programmes de rachats. Le 10 ans a ainsi fini le mois 34 pdb au-dessus de ses niveaux de fin février et le 5Y5Y 20pdb. Le dollar en a profité pour repartir à la hausse après pratiquement un an de glissement. Il s'est apprécié de 2.6% contre toutes devises. Sur le vieux continent, le renforcement des contraintes sanitaires rendu indispensable par le retard des campagnes de vaccination, la troisième vague de l'épidémie en Europe continentale et la décision de la Cour Suprême allemande de poser des conditions à la contribution du pays au plan de relance de l'Union ont imprimé un rythme différent. La BCE a annoncé une accélération dans le déploiement du PEPP afin d'éviter un resserrement des conditions de financement. Et contrairement aux US, le bund s'est replié de 3pdb à -0.29%. En Chine, si le marché a été surpris de voir Pékin fixer un objectif de croissance précis et ambitieux pour 2021 (« supérieur à 6% »), il a surtout eu beaucoup de difficultés à lire la stratégie de la banque centrale. Malgré des commentaires sur la marge de manœuvre encore à la disposition de l'institution, la PBoC a préféré limiter le risque de voir des bulles

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

apparaître ici ou là en limitant régulièrement ses injections de liquidités au montant exact des financements arrivant à maturité. Le 10 ans s'est replié de 9pdb à 3.19%. Même ordre de grandeur au Japon (-7pdb) où la BoJ a élargi symboliquement la bande de fluctuation admise autour du 10 ans de 20 à 25pdb. Le yen n'en a pas moins décroché de pratiquement 4% vis à vis du billet vert. Le MSCI AC a continué de progresser en mars à un rythme proche de celui de février (+2.7% vs +2.2%). Les marchés avec un biais cyclique, comme le Dow Jones (+6.8%) et le Stoxx600 (+6.5%) ont continué de profiter du "reflation trade" même si la tendance s'est inversée en toute fin de période. La divergence des taux ne s'est pas retrouvée sur les performances actions. Le poids de la tech et plus largement des valeurs de croissance ont pesé sur le Nasdaq (+0.5%). Le rebond du dollar et des taux US, couplé au biais moins accommodant de la PBoC, ont eu un impact encore plus net sur les marchés émergents (-1.5%) et, en particulier, leurs composantes Asie (-3%) et Chine (-6.3%) où les autorités ont de nouveau serré la vis réglementaire des grandes plateformes digitales. La confirmation que la nouvelle administration américaine n'entendait pas adopter une position plus conciliante avec Pékin et le risque d'expulsion des places de marché américaines ont également joué. En revanche, la décision de Ryad d'imposer une diminution des dividendes des grandes entreprises du pays pour financer le plan de développement national et celle de M. Erdogan de limoger le gouverneur de la banque centrale turque n'ont pas empêché la composante EMEA de beaucoup mieux sortir son épingle du jeu (+4.5%). Des deux côtés de l'Atlantique la volatilité s'est fortement repliée pour retrouver la limite basse de son canal de fluctuation depuis le début de la pandémie. En Europe, les moteurs de la hausse ne se sont plus cantonnés aux cycliques et aux financières. Si l'auto et les financières ont continué de surperformer, certains secteurs défensifs tels que les télécoms, les boissons, l'alimentation, les HPC et la chimie avec ses producteurs de gaz industriels, ont également progressé. Les pétrolières et les matériaux de base sont restés à la traine, plombés par les replis des cours des sous-jacents. Même contre-performance des services financiers et de l'immobilier. L'Allemagne, la Suisse et leurs exportatrices ont bien réagi au retournement de l'euro et à l'accélération de la baisse du franc suisse. Les biais tech de la Finlande et pétrole de la Norvège ont fait la balance. Après avoir flirté avec les 70\$ en milieu de mois, saluant la décision surprise de l'OPEP+ et de l'Arabie Saoudite de prolonger les coupes de production d'un mois supplémentaire, le cours du baril est reparti à la baisse en réaction à l'appréciation du billet vert, à la hausse des stocks US et à la révision en baisse par l'OPEP+ en fin de mois de ses prévisions de demande pour 2021. Sur le mois de mars, le portefeuille a réalisé une performance de 2.88%. Le fonds est exposé à 81.9% aux Etats-Unis, à 9.8% au Japon et 4.3% sur le Canada.

Avril 2021

Encore un mois en fanfare pour les indices actions globaux. L'avancée des campagnes de vaccination, les premières annonces sur l'assouplissement des mesures de distanciation dans un certain nombre de grands pays occidentaux, des indicateurs macro-économiques très bien orientés aux quatre coins de la planète et des banques centrales toujours campées, à de rares exceptions près, sur leurs positions très accommodantes ont maintenu un environnement propice l'appétence pour le risque. La forte dégradation de la situation sanitaire en Inde et le resserrement des mesures sanitaires dans certains pays d'Asie ont pesé à la marge. Le MSCI AC s'est ainsi adjugé 4,4%, principalement tiré par les Etats-Unis (+5,3% pour le S&P) où la croissance de l'activité et les publications trimestrielles se sont avérées plus vigoureuses. Même le détail du « reset » fiscal de l'administration Biden et son impact négatif sur les prélèvements appliqués aux entreprises et aux ménages les plus favorisés n'ont fait qu'infléchir le mouvement à la marge. L'Europe (+2,3% pour le Stoxx600) et les marchés émergents (MSCI EM +2,5%), ont suivi de plus loin, plombés par la dépréciation du dollar et les effets du renforcement des contraintes sanitaires. En Zone Euro, on a eu la confirmation d'un nouveau recul du PIB du premier trimestre le dernier jour d'avril. Les indices chinois ont fini dans un mouchoir de poche : entre +0,1% pour Shanghai et +1,5% pour le CSI 300, sans doute victimes de l'avance engrangée en 2020 et des piques réglementaires lancées par les autorités à leurs grandes plateformes numériques. Au Japon, certaines régions importantes ont dû rétablir l'état d'urgence. Le Nikkei a fini à la traine, sur un repli de 1,3% en monnaie locale. Sur le mois d'avril, le portefeuille a réalisé une performance de 3.97%. Le fonds est exposé à 82.6% aux Etats-Unis, à 8.8% au Japon et 4.0% sur le Canada.

Mai 2021

Si les indices actions globaux ont continué de prendre de la hauteur au mois de mai, toujours portés par l'avancée des campagnes de vaccination des deux côtés de l'Atlantique et des indicateurs économiques sur des plus hauts historiques, la hausse s'est infléchi. Le MSCI AC a gagné 1.6% supplémentaires, portant sa progression depuis le début de l'année à 11.1%. Cette décélération a été moins marquée en Europe où le Stoxx600 s'est adjugé 2.7% et sur les marchés émergents hors Asie (Latam +8%, EMEA +5.5%). Au Japon

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

(Nikkei +0.2%) et dans les pays émergents asiatiques (MSCI EM Asie +1.3%), la résurgence de l'épidémie a pesé. Aux Etats-Unis le S&P a grappillé 0.7% alors que le Nasdaq a fini sur un repli de 1.4%, après avoir décroché de près de 7% sur les 12 premiers jours du mois, à la faveur des craintes d'un dérapage de l'inflation et d'un changement de politique de la Fed. La publication aux Etats-Unis le 12 du mois d'un chiffre d'inflation sur un plus haut de pratiquement 30 ans et largement au-dessus des objectifs de la Fed, couplée aux inflexions de « policy mix » décidées par les banques centrales au Canada, en Hongrie, en Nouvelle-Zélande, au Brésil et même au Royaume-Uni sont venues nourrir cette inquiétude. La confirmation par la Fed et la BCE de leur ligne de conduite et de bonnes publications trimestrielles de la part des entreprises ont permis de compenser.

Juin 2021

Le MSCI AC a continué sur sa lancée en juin en s'ajugeant 1.4% supplémentaires. A peu près la même chose que le mois précédent. Mais avec un parcours plus sinueux. L'inflation américaine, la réunion du FOMC, le resserrement de contraintes sanitaires pour contrer le développement du variant Delta ont été les trois fils rouges du mois. Le fait que la première touche un plus haut de près de 30 ans n'a pas réussi à émouvoir les marchés le 10 du mois, ces derniers se concentrant sur les effets non durables de certaines congestions liées à la normalisation de l'activité. Plusieurs représentants de la Fed, Jay Powell en tête, ont poussé dans le même sens. Une semaine plus tard, le 17, le FOMC a d'ailleurs fait passer le message que hausse des taux il y aurait, mais pas avant 2023, s'engageant toutefois à lutter contre un éventuel dérapage d'inflation si son analyse sur le sujet s'avérait erronée. Le fait que 7 membres sur 18 du FOMC s'attendent désormais à un relèvement des taux dès 2022 a bien été noté. Les anticipations d'inflation à moyen terme se sont d'ailleurs repliées de façon significative. L'Europe n'a pas fait mieux que le S&P. Le Stoxx600 a gagné 1.5%. En termes géographiques, le resserrement des contraintes sanitaires a imprimé sa marque. Les destinations touristiques ont sous-performé, Espagne, Portugal et Grèce en tête. Le développement du variant Delta a pesé au Royaume-Uni où le FTSE n'a progressé que symboliquement. La Norvège, pourtant très sensible au cours du brut, n'a profité qu'à moitié de son appréciation en raison de la hausse de la couronne qui a répercuté le message de la banque centrale sur un probable relèvement des taux à la rentrée. En termes sectoriels, même biais « pandémie » à la baisse, avec une nette sous-performance des transports et loisirs, qu'à la hausse, avec les vecteurs « confinement » (plateformes digitales et livraisons à domicile en tête). L'inversion du « reflation trade » a marqué la période, avec des financières qui ont été sensibles au recul des taux longs, suivies de près par les matériaux de base et les cycliques industrielles. Ce sont les indices américains qui ont réalisé la meilleure opération du mois. Le Nasdaq a repris sa place derrière le volant en perforant les plus hauts de fin avril et de mi-février (+5,5%). Apple s'est adjugé 10%, Tesla 8.7%, Amazon 6.7%, Facebook 5.8% en dépit de la nomination à la tête de la FTC d'une ardente avocate des vertus des législations anti-trust. On retrouve les mêmes biais « anti reflation », avec la baisse des financières, des industrielles et des matériaux, au profit des valeurs de croissance et des défensives, santé et consommation discrétionnaire en tête. Des différences sont tout de même apparues, avec des pétrolières qui ont davantage profité de la hausse du cours du brut, tandis que la consommation non cyclique n'a pas aussi bien fonctionné. On retrouve la trace du variant Delta dans les performances de la composante Asie du MSCI EM et du Japon. Dans les deux cas, on finit juin proche de l'équilibre. Les composantes Latam et EMEA ont fait mieux grâce à leur sensibilité au prix du brut et au renforcement du dollar. Sur le mois de juin, le portefeuille a réalisé une performance de 2.62%. Le fonds est exposé à 83% aux Etats-Unis, à 8.43% au Japon et 4.1% sur le Canada.

Sur la période sous revue du portefeuille LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP, la performance est de 34,08%. Celle du benchmark est de 189,07% avec une Tracking Error de 2,63%.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

INFORMATION SUR LES INCIDENCES LIÉES À LA CRISE COVID-19

La crise sanitaire du Covid-19 n'a pas eu de conséquences significatives sur l'OPC au cours de l'exercice.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
AMUNDI TRESO COURT TERME I C	91 487 937,20	87 774 188,98
AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI I	48 443 178,50	51 380 926,14
BGB 2.6 06/22/24	28 130 719,18	27 479 000,00
ALLEMAGNE 2% 15/08/2023	20 502 813,70	20 142 540,00
ROYA DSPA 1.4% 31-01-20	20 280 432,88	20 000 000,00
TORO BANK THE 0.625% 29-07-19	20 125 772,60	20 000 000,00
NETHER 2 07/15/24	18 443 769,86	18 122 880,00
DEUTSCHLAND 3.25% 04/07/2021	16 701 164,38	16 213 350,00
YORKSHIRE BUILDING SCTY 1.25% 11/06/21	16 246 869,58	16 046 000,00
FMS WERTMANAGEMENT	15 206 434,93	15 000 000,00

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés en EUR

a) Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés

• **Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace : 47 543 808,38**

o Prêts de titres : 47 543 808,38

o Emprunt de titres :

o Prises en pensions :

o Mises en pensions :

• **Exposition sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés : 991 973 188,01**

o Change à terme : 620 353 004,87

o Future : 21 620 183,14

o Options :

o Swap : 350 000 000,00

b) Identité de la/des contrepartie(s) aux techniques de gestion efficace du portefeuille et instruments financiers dérivés

Techniques de gestion efficace	Instruments financiers dérivés (*)
BNP PARIBAS SECURITIES BOFA SECURITIES EUROPE SA CITIGROUP GLOBAL MARKETS EUROPE AG CREDIT AGRICOLE CIB MORGAN STANLEY EUROPE SE - FRANKFURT NATIXIS SOCIETE GENERALE SA	BNP PARIBAS FRANCE BOFA SECURITIES EUROPE SA ROYAL BK CANADA LONDRES (ORION) UBS EUROPE SE

(*) Sauf les dérivés listés.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

c) Garanties financières reçues par l'OPCVM afin de réduire le risque de contrepartie

Types d'instruments	Montant en devise du portefeuille
Techniques de gestion efficace	
. Dépôts à terme	
. Actions	23 770 564,73
. Obligations	1 593 169,57
. OPCVM	
. Espèces (*)	32 596 649,16
Total	57 960 383,46
Instruments financiers dérivés	
. Dépôts à terme	
. Actions	
. Obligations	
. OPCVM	
. Espèces	
Total	

(*) Le compte Espèces intègre également les liquidités résultant des opérations de mise en pension.

d) Revenus et frais opérationnels liés aux techniques de gestion efficace

Revenus et frais opérationnels	Montant en devise du portefeuille
. Revenus (*)	237 712,31
. Autres revenus	
Total des revenus	237 712,31
. Frais opérationnels directs	118 123,61
. Frais opérationnels indirects	
. Autres frais	
Total des frais	118 123,61

(*) Revenus perçus sur prêts et prises en pension.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - Règlement SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

a) Titres et matières premières prêtés

Montant	47 543 808,38				
% de l'Actif Net*	13,63%				

*% hors trésorerie et équivalent de trésorerie

b) Actifs engagés pour chaque type d'opérations de financement sur titres et TRS exprimés en valeur absolue

Montant	47 543 808,38				350 000 000,00
% de l'Actif Net	12,51%				92,07%

c) 10 principaux émetteurs de garanties reçues (hors cash) pour tous les types d'opérations de financement

AIRBUS GROUP SE FRANCE	21 776 812,36				
SOCIETE GENERALE SA FRANCE	1 643 842,64				
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT FRANCE	1 593 169,57				
PROSIEBENSAT 1 MEDIA SE ALLEMAGNE	349 909,73				

d) 10 principales contreparties en valeur absolue des actifs et des passifs sans compensation

BOFA SECURITIES EUROPE SA FRANCE	15 176,00				350 000 000,00
NATIXIS FRANCE	20 694 620,70				
CITIGROUP GLOBAL MARKETS EUROPE AG ALLEMAGNE	9 802 399,70				
MORGAN STANLEY EUROPE SE - FRANKFURT ALLEMAGNE	7 113 649,10				
SOCIETE GENERALE SA FRANCE	5 486 697,88				
CREDIT AGRICOLE CIB FRANCE	4 030 590,00				
BNP PARIBAS SECURITIES FRANCE	400 675,00				

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

e) Type et qualité des garanties (collatéral)

Type					
- Actions	23 770 564,73				
- Obligations	1 593 169,57				
- OPC					
- TCN					
- Cash	32 596 649,16				
Rating					
Monnaie de la garantie					
Euro	57 960 383,46				

f) Règlement et compensation des contrats

Triparties				X	
Contrepartie centrale					
Bilatéraux	X			X	

g) Échéance de la garantie ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour					
1 jour à 1 semaine					
1 semaine à 1 mois					
1 à 3 mois					
3 mois à 1 an					
Plus d'1 an					
Ouvertes	25 363 734,30				

h) Échéance des opérations de financement sur titres et TRS ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour					
1 jour à 1 semaine					
1 semaine à 1 mois	1 038 710,00				
1 à 3 mois					
3 mois à 1 an					350 000 000,00
Plus d'1 an					
Ouvertes	46 505 098,38				

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

i) Données sur la réutilisation des garanties

Montant maximal (%)					
Montant utilisé (%)					
Revenus pour l'OPC suite au réinvestissement des garanties espèces en euros					

j) Données sur la conservation des garanties reçues par l'OPC

CACEIS Bank					
Titres	25 363 734,30				
Cash	32 596 649,16				

k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

Titres					
Cash					

l) Données sur les revenus et les coûts ventilés

Revenus					
- OPC	237 712,31				
- Gestionnaire					
- Tiers					
Coûts					
- OPC	118 123,61				
- Gestionnaire					
- Tiers					

e) Données Type et qualité des garanties (collatéral)

Amundi Asset Management veille à n'accepter que des titres d'une haute qualité de crédit et veille à rehausser la valeur de ses garanties en appliquant des décotes de valorisation sur les titres reçus. Ce dispositif est régulièrement revu et remis à jour.

i) Données sur la réutilisation des garanties

« La réglementation applicable aux OPCVM interdit la réutilisation par ce dernier des garanties reçues en titres. Les garanties reçues en espèces sont réinvesties dans les 5 supports suivants :

- o OPCVM monétaires court terme (tels que définis par l'ESMA dans ses orientations sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM)
- o Dépôt
- o Titres d'Etats Long Terme de haute qualité
- o Titres d'Etats Court Terme de haute qualité
- o Prises en pension »

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Le montant maximal de réutilisation est de 0% pour les titres et 100% du montant reçu pour les espèces.
Le montant utilisé est de 0% pour les titres et 100% pour les espèces reçus.

k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

Amundi Asset Management veille à travailler avec un nombre réduit de dépositaires, sélectionnés pour s'assurer de la bonne conservation des titres reçus et du cash.

l) Données sur les revenus et les coûts ventilés

Opérations de prêts de titres et de mise en pension :

Dans le cadre des opérations de prêts de titres et de mise en pension, Amundi Asset Management a confié à Amundi Intermédiation, pour le compte de l'OPC, les réalisations suivantes : la sélection des contreparties, la demande de mise en place des contrats de marché, le contrôle du risque de contrepartie, le suivi qualitatif et quantitatif de la collatéralisation (contrôles de dispersion, des notations, des liquidités), des pensions et prêts de titres. Les revenus résultant de ces opérations sont restitués à l'OPC. Ces opérations engendrent des coûts qui sont supportés par l'OPC. La facturation par Amundi Intermédiation ne peut excéder 50% des revenus générés par ces opérations.

Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue

Le 11 février 2021 Ajout L'OPC est soumis à un risque en matière de durabilité tel que défini dans le profil de risque. L'OPC intègre des facteurs de durabilité dans son processus d'investissement. En effet, Amundi applique une Politique d'Investissement Responsable qui consiste d'une part en une politique d'exclusions ciblées selon la stratégie d'investissement et d'autre part en un système de notations ESG mis à la disposition de l'équipe de gestion (le détail de cette politique est disponible dans la Politique Investissement Responsable d'Amundi disponible sur le site www.amundi.fr).

Le 11 février 2021 Ajout 1. Stratégies utilisées :

Le 11 février 2021 Ajout Au regard du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du conseil du 08 juin 2016, la société de gestion dispose d'une procédure de suivi des indices de référence utilisés décrivant les mesures à mettre en œuvre en cas de modifications substantielles apportées à un indice ou cessation de fourniture de cet indice.

Le 11 février 2021 Modification.

Le 11 février 2021 Ajout Risque en matière de durabilité : il s'agit du risque lié à un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

Le 11 février 2021 Ajout Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure ») En tant qu'acteur des marchés financiers, la société de gestion de l'OPC est soumise au Règlement 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »). Ce Règlement établit des règles harmonisées pour les acteurs des marchés financiers relatives à la transparence en ce qui concerne l'intégration des risques en matière de durabilité (article 6 du Règlement), la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité, la promotion des caractéristiques environnementales ou sociales dans le processus d'investissement (article 8 du Règlement) ou les objectifs d'investissement durable (article 9 du Règlement). Le risque en matière de durabilité est défini comme un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement. L'investissement durable correspond à un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental, mesuré par exemple au moyen d'indicateurs clés en matière d'utilisation efficace des ressources concernant l'utilisation d'énergie, d'énergies renouvelables, de matières premières, d'eau et de terres, en matière de production de déchets et d'émissions de gaz à effet de serre ou en matière d'effets sur la biodiversité et l'économie circulaire, ou un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif social, en particulier un investissement qui contribue à la lutte contre les inégalités ou qui favorise la cohésion sociale, l'intégration sociale et les relations de travail, ou un investissement dans le capital humain ou des communautés économiquement ou socialement défavorisées, pour autant que ces investissements ne causent de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquels les investissements sont réalisés appliquent des pratiques de bonne gouvernance, en particulier en ce qui concerne des structures de gestion saines, les relations avec le personnel, la rémunération du personnel compétent et le respect des obligations fiscales.

Le 11 février 2021 Modification Date de mise à jour du prospectus : 11 février 2021.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Informations spécifiques

OPC à plus de 50%

La documentation juridique du Fonds prévoit qu'il peut investir à plus de 50% de son actif en titres d'autres OPC et indique, au titre des frais indirects, les taux maxima des commissions de souscription et de rachat, ainsi que des frais de gestion des OPC pouvant être détenus.

Conformément à la réglementation et au cours de l'exercice écoulé, ces OPC ont présenté en pratique des taux conformes à ceux mentionnés dans la note détaillée et repris dans le paragraphe « Frais de gestion ».

Droit de vote

L'exercice des droits de vote attachés aux valeurs inscrites à l'actif du Fonds et la décision de l'apport des titres sont définis dans le règlement du Fonds.

Fonds et instruments du groupe

Afin de prendre connaissance de l'information sur les instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par la Société de Gestion ou par les entités de son groupe, veuillez-vous reporter aux rubriques des comptes annuels :

- Autres Informations.
- Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le groupe.

Calcul du risque global

- Méthode du calcul de l'engagement

Les contrats à terme fermes sont portés pour leur valeur de marché, en engagement hors bilan, au cours de compensation. Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent. Les contrats d'échange de taux réalisés de gré à gré sont évalués sur la base du montant nominal, plus ou moins, la différence d'estimation correspondante.

- Méthode de calcul du risque global : L'OPC utilise la méthode du calcul de l'engagement pour calculer le risque global de l'OPC sur les contrats financiers.

- Effet de Levier – Fonds pour lesquels la méthode de calcul en risque est appliquée
Niveau de levier indicatif : 270,34%.

Informations réglementaires

Procédure de sélection de brokers et des contreparties

Notre société de gestion et sa filiale de « Négociation » attachent une grande importance à la sélection des prestataires transactionnels que sont les intermédiaires ("brokers") ou contreparties.

Ses méthodes de sélection sont les suivantes :

- Les intermédiaires ("brokers") sont sélectionnés par zone géographique, puis par métier. Les contreparties sont sélectionnées par métier.
- Les intermédiaires ("brokers") et les contreparties se voient attribuer une note interne trimestrielle. Les directions de notre société intervenant dans le processus de notation sont directement concernées par les prestations fournies par ces prestataires. C'est la filiale de « Négociation » de notre société qui organise et détermine cette notation sur base des notes décernées par chaque responsable d'équipe concernée selon les critères suivants :

Pour les équipes de gérants, d'analystes financiers et de stratégestes :

- Relation commerciale générale, compréhension des besoins, pertinence des contacts,
- Qualité des conseils de marchés et opportunités, suivi des conseils,
- Qualité de la recherche et des publications,
- Univers des valeurs couvertes, visites des sociétés et de leur direction.

Pour les équipes de négociateurs :

- Qualité des personnels, connaissance du marché et information sur les sociétés, confidentialité,
- Proposition de prix,
- Qualité des exécutions,
- Qualité du traitement des opérations, connectivité, technicité et réactivité.

Les directions « Compliance » et « Middle Office » de notre société disposent d'un droit de veto.

Accréditation d'un nouveau prestataire (intermédiaire ou contrepartie) transactionnel

La filiale de « Négociation » se charge d'instruire les dossiers d'habilitation et d'obtenir l'accord des directions « Risques » et « Compliance ». Lorsque le prestataire transactionnel (intermédiaire ou contrepartie) est habilité, il fait l'objet d'une notation lors du trimestre suivant.

Comités de suivi des prestataires (intermédiaires et contreparties) transactionnels

Ces comités de suivi ont lieu chaque trimestre, sous l'égide du responsable de la filiale de « Négociation ».

Les objectifs de ces comités sont les suivants :

- Valider l'activité écoulee et la nouvelle sélection à mettre en œuvre pour le trimestre suivant,
- Décider de l'appartenance des prestataires à un groupe qui se verra confier un certain nombre de transactions,
- Définir les perspectives de l'activité.

Dans ces perspectives, les comités de suivi passent en revue les statistiques et notes attribuées à chaque prestataire et prennent les décisions qui en découlent.

Rapport sur les frais d'intermédiation

Il est tenu à la disposition des porteurs un rapport relatif aux frais d'intermédiation. Ce rapport est consultable à l'adresse internet suivante : www.amundi.com.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Respect par l'OPC de critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

▪ Amundi produit une analyse ESG qui se traduit par la notation ESG de près de 11 000 entreprises dans le monde, selon une échelle qui va de A (pour les émetteurs aux meilleures pratiques ESG) à G (pour les moins bonnes). Cette analyse est complétée par une politique d'engagement active auprès des émetteurs, en particulier sur les enjeux importants en matière de développement durable propres à leurs secteurs.

▪ Amundi applique une politique d'exclusion ciblée qui se fonde sur des textes à portée universelle comme le Pacte Mondial de l'ONU, les conventions relatives aux droits de l'homme, à l'organisation internationale du travail et à l'environnement. Amundi exclut ainsi de toutes ses gestions actives* les entreprises aux comportements non conformes à ses convictions ESG ou aux conventions internationales et à leur traduction en droits nationaux :

- mines antipersonnel,
- bombes à sous-munitions,
- armes chimiques,
- armes biologiques,
- armes à uranium appauvri.

Ces émetteurs sont notés G sur l'échelle d'Amundi.

▪ Amundi a également décidé d'exclure ou sous-pondérer dans sa gestion* certaines activités dont les très fortes externalités négatives les exposent à des pressions croissantes de la société et des contraintes réglementaires ou fiscales croissantes. A fin 2020, deux secteurs sont concernés :

- charbon : exclusion des entreprises réalisant plus de 25% de leur chiffre d'affaires dans l'extraction du charbon, ou produisant plus de 100 millions de tonnes de charbon par an,
- tabac : les entreprises qui réalisent plus de 10% de leur chiffre d'affaires dans le secteur du tabac ne peuvent avoir une note ESG supérieure à E (fournisseurs, fabricants et distributeurs).

Des informations complémentaires sur les modalités de prise en compte des critères ESG par Amundi sont disponibles sur son site Internet : www.amundi.com.

* *Gestion active : hors OPC indiciels et ETF contraints par leur indice de référence*

Eligibilité PEA

La société de gestion assure un suivi quotidien du niveau de détention de titres éligibles au régime fiscal PEA afin de s'assurer que le portefeuille est en permanence investi de manière à respecter le seuil minimal exigé par la réglementation.

Politique de Rémunérations

1. Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération mise en place au sein de Amundi Asset Management est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « *Directive AIFM* »), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la « *Directive UCITS V* »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur les fonds gérés.

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Amundi, revue chaque année par son Comité des Rémunérations. Lors de la séance du 4 février 2020, celui-ci a vérifié l'application de la politique applicable au titre de l'exercice 2019 et sa conformité avec les principes des Directives AIFM et UCITS V et a approuvé la politique applicable au titre de l'exercice 2020.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

La mise en œuvre de la politique de rémunération Amundi a fait l'objet, courant 2020, d'une évaluation interne, centrale et indépendante, conduite par l'Audit Interne Amundi.

1.1 Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Sur l'exercice 2020, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variable différées et non différées) versées par Amundi Asset Management à l'ensemble de son personnel (soit 1 414 collaborateurs au 31 décembre 2020) s'est élevé à 173 960 362 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 110 450 102 euros, soit 63% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 63 510 260 euros, soit 37% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, du « carried interest » a été versé au cours de l'exercice 2020, et est pris en compte dans le montant total de rémunérations variables versées ci-dessus.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice, 26 966 833 euros concernaient les « cadres dirigeants et cadres supérieurs » (soit 27 collaborateurs au 31 décembre 2020), 16 356 798 euros concernaient les « gérants décisionnaires » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds gérés (soit 39 collaborateurs au 31 décembre 2020).

1.2 Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque et sur la gestion des conflits d'intérêt

Le Groupe Amundi s'est doté d'une politique et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation pour l'ensemble de ses Sociétés de Gestion.

Le Groupe Amundi a également procédé à l'identification de son Personnel Identifié qui comprend l'ensemble des collaborateurs du Groupe Amundi exerçant un pouvoir de décision sur la gestion des sociétés ou des fonds gérés et susceptibles par conséquent d'avoir un impact significatif sur la performance ou le profil de risque.

Les rémunérations variables attribuées au personnel du Groupe Amundi sont déterminées en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle auquel il appartient et des résultats d'ensemble du Groupe. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers, ainsi que le respect des règles de saine gestion des risques.

Les critères pris en compte pour l'évaluation des performances et l'attribution des rémunérations variables dépendent de la nature de la fonction exercée :

1. Fonctions de sélection et de gestion de portefeuille

Critères financiers usuels :

- Performances brute et nette du fonds géré sur 1, 3 ans ;
- Ratio d'information et ratio de Sharpe sur 1, 3 et 5 ans ;
- Performance fees générées pendant l'exercice si pertinent ;
- Classements concurrentiels ;
- Contribution à la collecte nette réalisée sur l'exercice.

Critères non-financiers usuels :

- Respect des règles internes en matière de prévention et de gestion des risques (Risques/Conformité) ;
- Innovation / développement produit ;

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

- Transversalité, partage des best practices et collaboration ;
- Contribution à l'engagement commercial ;
- Qualité du management.

2. Fonctions commerciales

Critères financiers usuels :

- Collecte nette ;
- Recettes ;
- Collecte brute; développement et fidélisation de la clientèle; gamme de produits ;

Critères non-financiers usuels :

- Prise en compte conjointe des intérêts d'Amundi et du client ;
- Satisfaction client et qualité de la relation commerciale ;
- Qualité du management ;
- Sécurisation/développement du fonds de commerce ;
- Transversalité et partage des best practices ;
- Esprit d'entreprise.

3. Fonctions de support et de contrôle

En ce qui concerne les fonctions de contrôle, l'évaluation de la performance et les attributions de rémunération variable sont indépendantes de la performance des secteurs d'activités qu'elles contrôlent.

Les critères habituellement pris en compte sont les suivants :

- Principalement des critères liés à l'atteinte d'objectifs qui leur sont propres (maîtrise des risques, qualité des contrôles, réalisation de projets, amélioration des outils et systèmes etc.)
- Lorsque des critères financiers sont utilisés, ils tournent essentiellement autour de la gestion et l'optimisation des charges.

Les critères de performance ci-dessus énoncés, et notamment ceux appliqués au Personnel Identifié en charge de la gestion, s'inscrivent plus largement dans le respect de la réglementation applicable aux fonds gérés ainsi que de la politique d'investissement du comité d'investissement du gestionnaire.

En outre, le Groupe Amundi a mis en place, pour l'ensemble de son personnel, des mesures visant à aligner les rémunérations sur la performance et les risques à long terme, et à limiter les risques de conflits d'intérêts.

A ce titre, notamment,

- La mise en place d'un barème de différé, conforme aux exigences des Directives AIFM et UCITS V.
- La partie différée du bonus des collaborateurs du Personnel Identifié est versée en instruments indexés à 100% sur la performance d'un panier de fonds représentatif.
- L'acquisition définitive de la partie différée est liée à la situation financière d'Amundi, à la continuité d'emploi du collaborateur dans le groupe ainsi qu'à sa gestion saine et maîtrisée des risques sur toute la période d'acquisition.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Certification du commissaire aux comptes sur les comptes annuels



LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 30 juin 2021



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 30 juin 2021**

LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP
FONDS D'INVESTISSEMENT A VOCATION GENERALE
Régi par le Code monétaire et financier

Société de gestion
AMUNDI ASSET MANAGEMENT
90, boulevard Pasteur
75015 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du fonds d'investissement à vocation générale LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds d'investissement à vocation générale à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/07/2020 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe des comptes annuels qui rappelle :

« Suite à la fusion absorption du 09/03/2020 de la SICAV LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE par le FCP LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP, le FCP LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP a conservé les codes ISIN de la SICAV absorbée, comme souhaité par la Société de Gestion, afin de conserver l'historique de la SICAV.

Par conséquent, la SICAV a été dissoute en date du 9/3/2020 et l'exercice comptable du FCP LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP a couru du 9/3/2020 au 30/06/2021.

Compte tenu des modalités de comptabilisation de la fusion par addition des comptes des OPC absorbant et absorbé, les opérations comptables incluses dans les comptes du FCP LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP au 30 juin 2021 couvrent la période du 29/06/2019 au 30/06/2021. Ces opérations ont été comptabilisées du 29/06/2019 au 09/03/2020 dans les comptes de la SICAV LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE et du 09/03/2020 au 30/06/2021 dans les comptes du FCP absorbant LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les Organismes de Placements Collectifs, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des Organismes de Placements Collectifs et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

1. Contrats financiers de gré à gré :

Les contrats financiers de gré à gré du portefeuille sont valorisés selon les méthodes décrites dans la note de l'annexe relative aux règles et méthodes comptables. Les prix sont calculés par les contreparties des contrats et validés par la société de gestion à partir de modèles financiers. Les modèles mathématiques appliqués reposent sur des données externes et sur des hypothèses de marché. Sur la base des éléments ayant conduit à la détermination des valorisations retenues, nous avons procédé à l'appréciation de l'approche mise en œuvre par la société de gestion.

2. Autres instruments financiers du portefeuille :

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*



LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Philippe Chevalier

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Comptes annuels

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Bilan Actif au 30/06/2021 en EUR

	30/06/2021	28/06/2019
IMMOBILISATIONS NETTES		
DÉPÔTS		
INSTRUMENTS FINANCIERS	395 014 131,04	237 270 068,04
Actions et valeurs assimilées	321 122 795,33	189 900 981,63
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	321 122 795,33	189 900 981,63
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Obligations et valeurs assimilées	1 593 169,57	
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	1 593 169,57	
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances		
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances négociables		
Autres titres de créances		
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé		
Organismes de placement collectif	10 886 179,85	13 886 560,83
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	10 886 179,85	13 886 560,83
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays		
Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés		
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		
Autres organismes non européens		
Opérations temporaires sur titres	47 561 994,11	32 691 594,81
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés	47 561 994,11	32 691 594,81
Titres empruntés		
Titres donnés en pension		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	13 849 992,18	790 930,77
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	299 423,81	790 930,77
Autres opérations	13 550 568,37	
Autres instruments financiers		
CRÉANCES	919 316 351,48	174 479 467,10
Opérations de change à terme de devises	620 353 004,87	166 276 063,85
Autres	298 963 346,61	8 203 403,25
COMPTES FINANCIERS	58 061 634,48	27 640 095,05
Liquidités	58 061 634,48	27 640 095,05
TOTAL DE L'ACTIF	1 372 392 117,00	439 389 630,19

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Bilan Passif au 30/06/2021 en EUR

	30/06/2021	28/06/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	285 760 575,77	191 024 991,81
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	34 919 462,77	16 911 876,71
Report à nouveau (a)	43 740,55	15 358,70
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	50 276 067,17	10 854 174,30
Résultat de l'exercice (a, b)	9 132 855,15	7 093 206,06
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	380 132 701,41	225 899 607,58
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	25 663 199,07	14 330 698,97
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres	25 363 767,53	13 066 462,07
Dettes représentatives de titres donnés en pension		
Dettes représentatives de titres empruntés	33,23	113,41
Autres opérations temporaires	25 363 734,30	13 066 348,66
Instruments financiers à terme	299 431,54	1 264 236,90
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	299 431,54	790 937,28
Autres opérations		473 299,62
DETTES	966 596 216,52	199 159 323,64
Opérations de change à terme de devises	629 370 415,24	164 419 678,83
Autres	337 225 801,28	34 739 644,81
COMPTES FINANCIERS		
Concours bancaires courants		
Emprunts		
TOTAL DU PASSIF	1 372 392 117,00	439 389 630,19

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Hors-Bilan au 30/06/2021 en EUR

	30/06/2021	28/06/2019
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
EURO STOXX 50 0921	446 105,00	
FTSE 100 FUT 0921	1 707 618,38	
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
SP 500 MINI 0921	15 550 198,16	
SP 500 MINI 0919		21 329 162,28
S&P TORONTO 6 0921	982 798,77	
MSE S&P TSE 60 0919		1 182 622,14
OSFT TOPIX IN 0921	2 361 896,34	
OSFT TOPIX IN 0919		1 137 705,21
XEUR FESX DJ STOXX50		14 314 580,00
SPI 200 FUT 0921	571 566,49	
SFE XSFE AP S&P 0919		909 400,42
Engagement sur marché de gré à gré		
Swaps de performance		
BOFA-09/03/22	350 000 000,00	
UBS-08/03/20		200 000 000,00
Autres engagements		

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Compte de Résultat au 30/06/2021 en EUR

	30/06/2021	28/06/2019
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	188 575,50	90 239,03
Produits sur actions et valeurs assimilées	9 973 717,36	5 703 203,18
Produits sur obligations et valeurs assimilées	3 740 055,00	3 617 175,00
Produits sur titres de créances		
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	249 644,00	123 798,03
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers		
TOTAL (1)	14 151 991,86	9 534 415,24
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	180 636,43	36 805,63
Charges sur instruments financiers à terme		
Charges sur dettes financières	125 439,03	69 320,51
Autres charges financières		
TOTAL (2)	306 075,46	106 126,14
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	13 845 916,40	9 428 289,10
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	5 187 220,61	2 075 966,75
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	8 658 695,79	7 352 322,35
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	474 159,36	-259 116,29
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	9 132 855,15	7 093 206,06

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Annexes aux comptes annuels

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

Suite à la fusion absorption du 09/03/2020 de la SICAV LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE par le FCP LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP, le FCP LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP a conservé les codes ISIN de la SICAV absorbée, comme souhaité par la Société de Gestion, afin de conserver l'historique de la SICAV.

Par conséquent, la SICAV a été dissoute en date du 09/03/2020 et l'exercice comptable du FCP LCL ACTIONS MONDE HORS FCP a couru du 9/3/2020 au 30/06/2021.

Compte tenu des modalités de comptabilisation de la fusion par addition des comptes des OPC absorbant et absorbé, les opérations comptables incluses dans les comptes du FCP LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP au 30 juin 2021 couvrent la période du 29/06/2019 au 30/06/2021. Ces opérations ont été comptabilisées et du 29/06/2020 au 30/06/2021 dans les comptes de la SICAV LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE et du 09/03/2020 au 30/03/2021 dans les comptes du FCP absorbant LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP.

La durée de l'exercice est de 24 mois.

Information sur les incidences liées à la crise du COVID-19

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Les swaps de performance du portefeuille sont valorisés à partir des prix calculés par la contrepartie et validés par la société de gestion à partir de modèles financiers mathématiques.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0000018756 - LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP : Taux de frais maximum de 1,794% TTC.

Le fonds a pris en charge des frais exceptionnels à hauteur de 326,33 EUR liés au recouvrement de créances relatives à des retenues à la source payées sur les dividendes perçus de société étrangères.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts. Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Parts	Distribution	Capitalisation, et/ou Distribution, par décision de la société de gestion

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

2. Évolution de l'actif net au 30/06/2021 en EUR

	30/06/2021	28/06/2019
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	225 899 607,58	225 136 531,35
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	115 416 004,88	47 274 901,22
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-61 383 519,14	-45 820 453,60
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	69 405 200,92	17 829 592,42
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-46 178 520,70	-17 021 356,99
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	115 120 058,92	26 964 240,66
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-88 212 394,47	-18 507 664,48
Frais de transactions	-3 083 370,03	-966 326,41
Différences de change	-7 580 053,38	3 413 132,31
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	44 966 449,22	-8 564 525,47
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>53 901 300,97</i>	<i>8 934 851,75</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>-8 934 851,75</i>	<i>-17 499 377,22</i>
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	14 250 818,43	-6 144 727,71
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>13 781 929,58</i>	<i>-468 888,85</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>468 888,85</i>	<i>-5 675 838,86</i>
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-7 146 276,61	-5 046 058,07
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	8 658 695,79	7 352 322,35
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	380 132 701,41	225 899 607,58

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

3. Compléments d'information

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé	1 593 169,57	0,42
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	1 593 169,57	0,42
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES		
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Actions	2 153 723,38	0,57
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	2 153 723,38	0,57
AUTRES OPÉRATIONS		
Actions	19 466 459,76	5,12
Autres	350 000 000,00	92,07
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	369 466 459,76	97,19

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées	1 593 169,57	0,42						
Titres de créances								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							58 061 634,48	15,27
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres	1 593 169,57	0,42						
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées									1 593 169,57	0,42
Titres de créances										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	58 061 634,48	15,27								
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres									1 593 169,57	0,42
Comptes financiers										
HORS-BILAN										
Opérations de couverture										
Autres opérations										

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 JPY		Devise 3 GBP		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées	4 145 096,92	1,09						
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
OPC	1 403 703,42	0,37						
Opérations temporaires sur titres					16,38			
Créances	314 443 882,28	82,72	96 639,61	0,03	1 253 216,55	0,33	89 569,00	0,02
Comptes financiers	2 630 043,76	0,69	412 565,95	0,11	61 599,39	0,02	1 039 932,72	0,27
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres					11,60			
Dettes	610 000 483,40	160,47			2 169 579,72	0,57		
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture					1 707 618,38	0,45		
Autres opérations	15 550 198,16	4,09	2 361 896,34	0,62			1 554 365,26	0,41

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	30/06/2021
CRÉANCES		
	Achat à terme de devise	17 502 318,91
	Fonds à recevoir sur vente à terme de devises	602 850 685,96
	Ventes à règlement différé	297 247 008,02
	Dépôts de garantie en espèces	1 228 820,85
	Coupons et dividendes en espèces	487 506,39
	Autres créances	11,35
TOTAL DES CRÉANCES		919 316 351,48
DETTES		
	Vente à terme de devise	612 170 063,12
	Fonds à verser sur achat à terme de devises	17 200 352,12
	Achats à règlement différé	297 247 882,54
	Frais de gestion fixe	697 084,00
	Collatéraux	38 156 649,16
	Autres dettes	1 124 185,58
TOTAL DES DETTES		966 596 216,52
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-47 279 865,04

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	1 137 858,818	115 416 004,88
Parts rachetées durant l'exercice	-552 826,696	-61 383 519,14
Solde net des souscriptions/rachats	585 032,122	54 032 485,74
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	2 879 222,321	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

3.7. FRAIS DE GESTION

	30/06/2021
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	5 186 894,28
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,90
Frais de gestion variables	
Rétrocessions des frais de gestion	

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

	30/06/2021
Garanties reçues par l'OPC - dont garanties de capital	
Autres engagements reçus	
Autres engagements donnés	

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	30/06/2021
Titres pris en pension livrée	
Titres empruntés	

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	30/06/2021
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	30/06/2021
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			10 886 179,85
	FR0007435920	AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI I	243 780,18
	LU1691800913	AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY DYNAMIC MULTI FACTORS A EUR C	1 440 116,10
	LU1691800244	AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY RISK PARITY I EUR AD D	2 154 114,00
	LU1691802026	AMUNDI FUNDS GLOBAL EQUITY DYNAMIC MULTI FACTORS QX USD C	1 403 703,42
	FR0000983751	AMUNDI TRESO COURT TERME I C	5 644 466,15
Instruments financiers à terme			
Total des titres du groupe			10 886 179,85

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	30/06/2021	28/06/2019
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	43 740,55	15 358,70
Résultat	9 132 855,15	7 093 206,06
Total	9 176 595,70	7 108 564,76

	30/06/2021	28/06/2019
Affectation		
Distribution	9 155 926,98	7 089 047,71
Report à nouveau de l'exercice	20 668,72	19 517,05
Capitalisation		
Total	9 176 595,70	7 108 564,76
Informations relatives aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	2 879 222,321	2 294 190,199
Distribution unitaire	3,18	3,09
Crédit d'impôt		
Crédit d'impôt attachés à la distribution du résultat	816 846,26	429 468,50

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	30/06/2021	28/06/2019
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	34 919 462,77	16 911 876,71
Plus et moins-values nettes de l'exercice	50 276 067,17	10 854 174,30
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	85 195 529,94	27 766 051,01

	30/06/2021	28/06/2019
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées	85 195 529,94	27 766 051,01
Capitalisation		
Total	85 195 529,94	27 766 051,01

3.11. Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'entité au cours des cinq derniers exercices

	30/06/2016	30/06/2017	29/06/2018	28/06/2019	30/06/2021
Actif net en EUR	77 276 258,79	155 231 763,74	225 136 531,35	225 899 607,58	380 132 701,41
Nombre de titres	1 001 131,158	1 708 652,537	2 272 538,226	2 294 190,199	2 879 222,321
Valeur liquidative unitaire	77,18	90,85	99,06	98,46	132,02
+/- values nettes unitaire non distribuées			7,37	12,10	29,58
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	6,22	-1,55			
Distribution unitaire sur résultat	1,03	1,22	2,17	3,09	3,18
Crédit d'impôt unitaire	0,058	0,054	0,113	0,185	(*)

(*) Le crédit d'impôt unitaire ne sera déterminé qu'à la date de mise en distribution, conformément aux dispositions fiscales en vigueur.

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Actions et valeurs assimilées				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
ADIDAS NOM.	EUR	13 784	4 326 797,60	1,14
ALLIANZ SE-REG	EUR	29 664	6 238 339,20	1,64
BASF SE	EUR	29 011	1 927 490,84	0,51
BMW BAYERISCHE MOTOREN WERKE	EUR	88 814	7 931 978,34	2,08
BMW VZ	EUR	9 781	741 399,80	0,20
CARL ZEISS MEDITEC AG	EUR	8 914	1 452 536,30	0,38
COVESTRO AG	EUR	49 671	2 705 082,66	0,71
DAIMLER AG-REGISTERED SHARES	EUR	7 780	585 834,00	0,16
DEUTSCHE BANK AG	EUR	274 786	3 018 799,00	0,79
DEUTSCHE BOERSE AG	EUR	3 841	565 395,20	0,15
DEUTSCHE LUFTHANSA AG RTS	EUR	93 175		
DEUTSCHE POST AG NAMEN	EUR	145 495	8 345 593,20	2,20
DEUTSCHE TELEKOM AG	EUR	208 370	3 711 486,44	0,97
EVONIK INDUSTRIES AG	EUR	14 935	422 361,80	0,11
HANNOVER RUECKVERSICHERUNGS NAMEN	EUR	8 956	1 263 691,60	0,34
HEIDELBERGER ZEMENT	EUR	12 730	920 888,20	0,24
HELLOFRESH AG	EUR	46 064	3 776 326,72	0,99
HOCHTIEF	EUR	464	30 048,64	0,01
INFINEON TECHNOLOGIES	EUR	64 035	2 165 663,70	0,57
KNORR-BREMSE AG	EUR	5 154	499 938,00	0,13
LANXESS AG	EUR	5 111	295 518,02	0,08
LEG IMMOBILIEN AG	EUR	8 544	1 037 668,80	0,27
MUENCHENER RUECKVERSICHERUNG AG	EUR	8 676	2 003 722,20	0,53
PORSCHE A HOLDING	EUR	72	6 505,92	
PUMA SE	EUR	28 219	2 837 420,45	0,75
RWE AG	EUR	19 971	610 313,76	0,16
SAP SE	EUR	47 816	5 682 453,44	1,49
SARTORIUS PRIV.	EUR	11 667	5 121 813,00	1,35
SCOUT24 AG	EUR	6 450	458 724,00	0,12
SIEMENS AG-REG	EUR	55 679	7 439 827,98	1,95
TEAMVIEWER AG	EUR	16 883	535 528,76	0,14
TELEFONICA DEUTSCHLAND HOLDI	EUR	1 021 102	2 271 951,95	0,60
UNIPER SE	EUR	3 222	100 075,32	0,03
UNITED INTERNET AG	EUR	23 208	800 211,84	0,21
VONOVIA SE	EUR	49 840	2 717 276,80	0,71
TOTAL ALLEMAGNE			82 548 663,48	21,71
AUTRICHE				
ERSTE GROUP BANK	EUR	10 495	324 715,30	0,08
OMV AG	EUR	31 528	1 512 398,16	0,40

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
VERBUND	EUR	9 504	737 985,60	0,20
TOTAL AUTRICHE			2 575 099,06	0,68
BELGIQUE				
AGEAS	EUR	7 939	371 545,20	0,10
ANHEUSER BUSCH INBEV SA/NV	EUR	36 396	2 213 240,76	0,58
ETABLISSEMENTS COLRUYT	EUR	954	44 990,64	0,01
KBC GROUPE	EUR	47 852	3 076 883,60	0,81
SOFINA	EUR	2 724	990 991,20	0,26
SOLVAY	EUR	13 696	1 468 211,20	0,39
UMICORE	EUR	29 554	1 522 031,00	0,40
UNION CHIMIQUE BELGE/ UCB	EUR	23 744	2 093 271,04	0,55
TOTAL BELGIQUE			11 781 164,64	3,10
ESPAGNE				
AMADEUS IT GROUP SA	EUR	33 178	1 968 118,96	0,52
BANCO DE BILBAO VIZCAYA S.A.	EUR	307 319	1 606 663,73	0,42
BANCO SANTANDER S.A.	EUR	1 658 966	5 341 041,04	1,41
ENDESA SA	EUR	102 457	2 096 270,22	0,55
IBERDROLA S.A.	EUR	21 115	217 062,20	0,06
INDITEX	EUR	57 008	1 693 707,68	0,44
NATURGY ENERGY GROUP SDG-E	EUR	10	216,80	
RED ELECTRICA DE ESPANA	EUR	238 114	3 727 674,67	0,98
REPSOL	EUR	174 618	1 842 918,37	0,48
TOTAL ESPAGNE			18 493 673,67	4,86
FINLANDE				
FORTUM CORPORATION	EUR	45 661	1 062 074,86	0,28
KESKO OYJ B	EUR	39 462	1 229 241,30	0,32
NESTE OYJ	EUR	27 742	1 432 596,88	0,38
NOKIA (AB) OYJ	EUR	423 068	1 910 363,55	0,51
SAMPO OYJ A	EUR	13 636	528 531,36	0,14
UPM-KYMMENE OY	EUR	38 654	1 233 062,60	0,32
TOTAL FINLANDE			7 395 870,55	1,95
FRANCE				
AIRBUS SE	EUR	49 401	5 357 044,44	1,41
ARKEMA	EUR	6 510	688 758,00	0,18
AXA	EUR	24	513,24	
BNP PARIBAS	EUR	30 637	1 619 778,19	0,43
BOUYGUES	EUR	55	1 715,45	
CAPGEMINI SE	EUR	11 695	1 894 590,00	0,50
DANONE	EUR	115 357	6 848 745,09	1,80
DASSAULT SYSTEMES	EUR	19 806	4 050 327,00	1,06
EDENRED	EUR	6 839	328 613,95	0,09
EDF	EUR	11 617	133 827,84	0,04
EIFFAGE	EUR	7 114	610 381,20	0,16
ESSILORLUXOTTICA	EUR	1 157	180 075,48	0,05

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
FAURECIA EX BERTRAND FAURE	EUR	1 868	77 279,16	0,02
GECINA NOMINATIVE	EUR	1 609	207 882,80	0,05
HERMES INTERNATIONAL	EUR	2 501	3 072 478,50	0,81
ILIAD	EUR	8 526	1 052 108,40	0,28
IPSEN	EUR	94	8 245,68	
KERING	EUR	430	316 910,00	0,08
KLEPIERRE	EUR	84	1 825,32	
L'OREAL	EUR	7 866	2 956 042,80	0,77
LA FRANCAISE DES JEUX	EUR	44 624	2 212 457,92	0,58
LEGRAND SA	EUR	77 050	6 877 483,00	1,81
LVMH (LOUIS VUITTON - MOET HENNESSY)	EUR	21 526	14 235 143,80	3,75
MICHELIN - CATEGORIE B	EUR	7 367	990 861,50	0,26
PUBLICIS GROUPE RTS 30-06-21	EUR	35 200		
PUBLICIS GROUPE SA	EUR	32 542	1 755 315,48	0,46
REMY COINTREAU	EUR	1 126	196 036,60	0,05
SAINT-GOBAIN	EUR	48 517	2 694 634,18	0,71
SANOFI	EUR	82 004	7 245 873,44	1,90
SARTORIUS STEDIM BIOTECH	EUR	12 839	5 121 477,10	1,35
SCHNEIDER ELECTRIC SA	EUR	51 501	6 833 152,68	1,80
SOCIETE GENERALE SA	EUR	83 459	2 074 790,74	0,55
SODEXO / EX SODEXHO ALLIANCE	EUR	29 738	2 340 380,60	0,61
SR TELEPERFORMANCE	EUR	7 678	2 628 179,40	0,69
SUEZ SA	EUR	3 481	69 794,05	0,02
THALES	EUR	57 422	4 940 588,88	1,30
TOTALENERGIES SE	EUR	193 529	7 384 099,00	1,95
UBI SOFT ENTERTAINMENT	EUR	19 089	1 127 014,56	0,30
UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD	EUR	553	40 363,47	0,01
VALEO SA	EUR	15 606	395 924,22	0,11
VEOLIA ENVIRONNEMENT	EUR	15 881	404 489,07	0,10
VINCI (EX SGE)	EUR	38 174	3 435 278,26	0,90
VIVENDI	EUR	52 337	1 482 707,21	0,39
TOTAL FRANCE			103 893 187,70	27,33
IRLANDE				
CRH PLC	EUR	80 893	3 437 952,50	0,91
KERRY GROUP	EUR	11 738	1 382 736,40	0,36
SMURFIT KAPPA GROUP PLC	EUR	38 980	1 783 335,00	0,47
TOTAL IRLANDE			6 604 023,90	1,74
ITALIE				
AMPLIFON	EUR	46 248	1 925 766,72	0,51
ASSICURAZIONI GENERALI	EUR	134 373	2 271 575,57	0,60
ENEL SPA	EUR	617 069	4 832 884,41	1,27
FINECOBANK SPA	EUR	2 397	35 235,90	0,01
INFR WIRE ITAL SPA	EUR	100 383	954 843,10	0,25
INTESA SANPAOLO	EUR	1 127 738	2 627 065,67	0,69

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
MEDIOBANCA SPA	EUR	5 486	54 037,10	0,01
MONCLER SPA	EUR	48 676	2 777 452,56	0,73
POSTE ITALIANE	EUR	97 382	1 085 809,30	0,29
SNAM	EUR	18	87,75	
TOTAL ITALIE			16 564 758,08	4,36
LUXEMBOURG				
ARCELORMITTAL	EUR	99	2 559,15	
AROUNDTOWN SA	EUR	224 003	1 473 939,74	0,39
EUROFINS SCIENTIFIC	EUR	14 312	1 379 676,80	0,36
TENARIS SA	EUR	13	119,50	
TOTAL LUXEMBOURG			2 856 295,19	0,75
PAYS-BAS				
ABN AMRO GROUP GDR	EUR	27 364	278 893,89	0,08
ADYEN NV	EUR	2 086	4 298 203,00	1,13
AEGON	EUR	97 476	341 068,52	0,09
AEGON NV RTS 30-06-21	EUR	190 614		
AKZO NOBEL	EUR	6 211	647 186,20	0,17
ASM INTERNATIONAL N.V.	EUR	4 504	1 247 608,00	0,32
ASML HOLDING NV	EUR	31 351	18 164 769,40	4,77
CNH INDUSTRIAL NV	EUR	74 035	1 030 937,38	0,28
FERRARI NV	EUR	379	65 946,00	0,02
ING GROEP NV	EUR	322 882	3 596 905,48	0,94
KONINKLIJKE AHOLD NV	EUR	27 101	679 422,07	0,18
KONINKLIJKE DSM	EUR	12 147	1 911 937,80	0,51
KONINKLIJKE KPN NV	EUR	409 370	1 078 280,58	0,28
PROSUS NV	EUR	35 697	2 943 931,59	0,77
QIAGEN	EUR	80	3 260,80	
ROYAL PHILIPS	EUR	34 998	1 462 566,42	0,39
STELLANTIS NV	EUR	147 068	2 434 563,67	0,64
TOTAL PAYS-BAS			40 185 480,80	10,57
PORTUGAL				
GALP ENERGIA SGPS SA CLASSE B	EUR	33 754	308 916,61	0,08
TOTAL PORTUGAL			308 916,61	0,08
ROYAUME-UNI				
COCA-COLA EUROPACIFIC PARTNERS PLC	USD	82 867	4 145 096,92	1,09
TOTAL ROYAUME-UNI			4 145 096,92	1,09
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			297 352 230,60	78,22
TOTAL Actions et valeurs assimilées			297 352 230,60	78,22
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI I	EUR	1,125	243 780,18	0,08
AMUNDI TRESO COURT TERME I C	EUR	305,241	5 644 466,15	1,48

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
TOTAL FRANCE			5 888 246,33	1,56
LUXEMBOURG				
AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY DYNAMIC MULTI FACTORS A EUR C	EUR	11 694	1 440 116,10	0,38
AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY RISK PARITY I EUR AD D	EUR	1 800	2 154 114,00	0,57
AMUNDI FUNDS GLOBAL EQUITY DYNAMIC MULTI FACTORS QX USD C	USD	1 103,054	1 403 703,42	0,36
TOTAL LUXEMBOURG			4 997 933,52	1,31
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			10 886 179,85	2,87
TOTAL Organismes de placement collectif			10 886 179,85	2,87
Titres reçus en garantie				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
AIRBUS SE	EUR	200 819	21 776 812,36	5,73
PROSIEBEN SAT.1 MEDIA N	EUR	20 859	349 909,73	0,09
SOCIETE GENERALE SA	EUR	66 124	1 643 842,64	0,43
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			23 770 564,73	6,25
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 1.0% 25-05-27	EUR	1 322 475	1 428 195,37	0,38
FRAN GOVE BON 1.5% 25-05-31	EUR	144 219	164 974,20	0,04
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			1 593 169,57	0,42
TOTAL Titres reçus en garantie			25 363 734,30	6,67
Dettes représentatives des titres reçus en garantie			-25 363 734,30	-6,67
Créance représentative de titres prêtés				
ALLEMAGNE				
DAIMLER AG-REGISTERED SHARES	EUR	60 300	4 540 590,00	1,19
HELLOFRESH AG	EUR	500	40 990,00	0,01
HOCHTIEF	EUR	9 600	621 696,00	0,16
PORSCHE A HOLDING	EUR	25 900	2 340 324,00	0,62
SAP SE	EUR	21 500	2 555 060,00	0,67
TEAMVIEWER AG	EUR	23 400	742 248,00	0,20
UNIPER SE	EUR	52 900	1 643 074,00	0,43
TOTAL ALLEMAGNE			12 483 982,00	3,28
AUTRICHE				
ERSTE GROUP BANK	EUR	12 623	390 555,62	0,10
TOTAL AUTRICHE			390 555,62	0,10
BELGIQUE				
AGEAS	EUR	5 300	248 040,00	0,07
ETABLISSEMENTS COLRUYT	EUR	37 600	1 773 216,00	0,47
UMICORE	EUR	5 500	283 250,00	0,07
TOTAL BELGIQUE			2 304 506,00	0,61
ESPAGNE				
IBERDROLA S.A.	EUR	412 736	4 242 926,08	1,12

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
NATURGY ENERGY GROUP SDG-E	EUR	700	15 176,00	
TOTAL ESPAGNE			4 258 102,08	1,12
FRANCE				
AXA	EUR	156 100	3 338 198,50	0,88
BNP PARIBAS	EUR	78 571	4 154 048,77	1,10
BOUYGUES	EUR	17 200	536 468,00	0,14
EDENRED	EUR	25 600	1 230 080,00	0,32
FAURECIA EX BERTRAND FAURE	EUR	6 000	248 220,00	0,06
IPSEN	EUR	8 100	710 532,00	0,19
KLEPIERRE	EUR	13 800	299 874,00	0,08
L'OREAL	EUR	15 000	5 637 000,00	1,48
SODEXO / EX SODEXHO ALLIANCE	EUR	4 900	385 630,00	0,10
UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD	EUR	10 200	744 498,00	0,20
TOTAL FRANCE			17 284 549,27	4,55
ITALIE				
AMPLIFON	EUR	3 424	142 575,36	0,04
FINECOBANK SPA	EUR	48 800	717 360,00	0,19
MEDIOBANCA SPA	EUR	124 600	1 227 310,00	0,32
SNAM	EUR	204 900	998 887,50	0,26
TOTAL ITALIE			3 086 132,86	0,81
LUXEMBOURG				
ARCELORMITTAL	EUR	191 535	4 951 179,75	1,30
TENARIS SA	EUR	67 400	619 540,80	0,16
TOTAL LUXEMBOURG			5 570 720,55	1,46
PAYS-BAS				
AEGON	EUR	90 000	314 910,00	0,08
FERRARI NV	EUR	2 900	504 600,00	0,13
KONINKLIJKE KPN NV	EUR	155 000	408 270,00	0,11
QIAGEN	EUR	23 000	937 480,00	0,25
TOTAL PAYS-BAS			2 165 260,00	0,57
TOTAL Créance représentative de titres prêtés			47 543 808,38	12,50
Indemnités sur titres prêtés			18 185,73	0,01
Indemnités sur titres empruntés			-33,23	
Instruments financier à terme				
Engagements à terme fermes				
Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				
EURO STOXX 50 0921	EUR	-11	745,00	
FTSE 100 FUT 0921	GBP	-21	30 822,99	0,01
OSFT TOPIX IN 0921	JPY	16	-30 807,67	-0,01
S&P TORONTO 6 0921	CAD	6	-2 179,09	
SP 500 MINI 0921	USD	86	233 824,52	0,06

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
SPI 200 FUT 0921	AUD	5	-1 044,54	
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			231 361,21	0,06
TOTAL Engagements à terme fermes			231 361,21	0,06
Autres instruments financiers à terme				
Autres swaps				
BOFA-09/03/22	EUR	350 000 000	13 550 568,37	3,56
TOTAL Autres swaps			13 550 568,37	3,56
TOTAL Autres instruments financiers à terme			13 550 568,37	3,56
TOTAL Instruments financier à terme			13 781 929,58	3,62
Appel de marge				
APPEL MARGE CACEIS	AUD	1 650	1 044,54	
APPEL MARGE CACEIS	CAD	3 200	2 179,09	
APPEL MARGE CACEIS	USD	-277 301,66	-233 832,25	-0,06
APPEL MARGE CACEIS	JPY	4 055 000	30 807,67	0,01
APPEL MARGE CACEIS	EUR	-745	-745,00	
APPEL MARGE CACEIS	GBP	-26 460	-30 822,99	-0,01
TOTAL Appel de marge			-231 368,94	-0,06
Créances			919 316 351,48	241,84
Dettes			-966 596 216,52	-254,27
Comptes financiers			58 061 634,48	15,27
Actif net			380 132 701,41	100,00

Parts LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP	EUR	2 879 222,321	132,02
--	------------	----------------------	---------------

OPCVM LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

Complément d'information relatif au régime fiscal du coupon

Décomposition du coupon : Part LCL ACTIONS MONDE HORS EUROPE FCP

	NET GLOBAL	DEVISE	NET UNITAIRE	DEVISE
Revenus soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire				
Actions ouvrant droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire	9 155 926,98	EUR	3,18	EUR
Autres revenus n'ouvrant pas droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire				
Revenus non déclarables et non imposables				
Montant des sommes distribuées sur les plus et moins-values				
TOTAL	9 155 926,98	EUR	3,18	EUR

Amundi Asset Management, Société par actions Simplifiée - SAS au capital de 1 086 262 605 €.
Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le numéro GP 04 000 036.
Siège social : 90 boulevard Pasteur - 75015 Paris - France - 437 574 452 RCS Paris - www.amundi.com